

OCDE
ETUDES ECONOMIQUES

ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT

YUGOSLAVIE

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

AVRIL 1976

STATISTIQUES DE BASE DE LA YUGOSLAVIE

LE PAYS ET LA POPULATION

Superficie totale (en milliers de km ²)	256	Accroissement net de la population, 1965-1974 (1 000), moyenne annuelle	172
Superficie cultivée (en milliers de km ²)	151	Emploi rémunéré, total (1975, 1 000)	4 758
Superficie forestière (en milliers de km ²)	89	dont:	
Population (30-6-1974, en milliers)	21 155	Industries manufacturières	1 852
Républiques:		Construction	407
Serbie	8 692	Agriculture (secteur socialisé)	268
Croatie	4 490	Personnes employées dans les exploitations agricoles individuelles (recensement du 31-3-1971, en milliers)	3 892
Bosnie et Herzégovine	3 925		
Slovénie	1 766		
Macédoine	1 730		
Monténégro	552		
Villes principales (recensement du 31-3-1971):			
Belgrade	1 209		
Zagreb	602		
Skoplje	389		
Sarajevo	292		
Ljubljana	258		

LA PRODUCTION

PNB au coût des facteurs (1974, en milliards de dinars)	448.8	Origine du PIB en 1974 (en pourcentage du PIB):	
PNB par habitant (1974, en dollars E.-U.)	1 330	Agriculture, forêts, pêche	16.6
Formation brute de capital fixe:		Industries extractives et manufacturières	33.7
en 1974 (en milliards de dinars)	117.4	Construction	10.2
en 1974 (en pourcentage du PNB)	23.7	Divers	39.5
1970-1974 (en pourcentage du PNB)	24.7		

LES INSTITUTIONS

Consommation publique (1974, en pourcentage ou PIB)	15.7	Recettes de l'État, y compris la Sécurité sociale (1974, en pourcentage du PIB)	34.5
Recettes courantes de l'Administration fédérale (1974, en pourcentage du PIB)	9.3		

LE COMMERCE EXTERIEUR

	Structure des exportations en 1975 (en pourcentage)	Structure des importations en 1975 (en pourcentage)
Produits alimentaires, boissons et tabac	11.7	5.4
Matières premières et produits semi-manufacturés	45.2	55.4
Produits manufacturés finis	43.1	39.2

LA MONNAIE

Unité monétaire: le dinar	Unités monétaires par dollar des États-Unis, moyenne journalière:	
	Année 1975	17.35
	Mars 1976	18.11

NOTE On trouvera, dans un tableau de l'annexe, une comparaison internationale de certaines statistiques de base.

ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

ARCHIVES -
RÉFÉRENCES
- DOCUMENT PRÊTÉ -
AUTOUR BUREAU 610

YOUGOSLAVIE

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE), qui a été instituée par une Convention signée le 14 décembre 1960, à Paris, a pour objectif de promouvoir des politiques visant :

- à réaliser la plus forte expansion possible de l'économie et de l'emploi et une progression du niveau de vie dans les pays Membres, tout en maintenant la stabilité financière, et contribuer ainsi au développement de l'économie mondiale;
- à contribuer à une saine expansion économique dans les pays Membres, ainsi que non membres, en voie de développement économique;
- à contribuer à l'expansion du commerce mondial sur une base multilatérale et non discriminatoire, conformément aux obligations internationales.

Les Membres de l'OCDE sont : la République Fédérale d'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie.

La République Socialiste Fédérative de Yougoslavie est associée à certains travaux de l'OCDE, et notamment à ceux du Comité d'Examen des Situations Économiques et des Problèmes de Développement.

*
**

*L'examen annuel de la situation de la Yougoslavie
par le Comité d'Examen des Situations Économiques
et des Problèmes de Développement de l'OCDE
a eu lieu le 24 mars 1976.*

© OCDE 1976.

Les demandes de reproduction ou de traduction doivent être adressées à :

M. le Directeur de l'Information, OCDE
2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16, France.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	5
I L'évolution en 1975	5
Les objectifs et les résultats de la politique économique	5
La demande intérieur	6
Le commerce extérieur	12
La balance des paiements	16
L'emploi et la production	18
Les prix et les coûts	20
II Mesures de politique économique	22
Politique monétaire	22
Politique budgétaire	25
Politique du commerce extérieur et politique de la balance des paiements	27
Politique des prix et des revenus	29
Le Contrôle des investissements	30
III Perspectives et problèmes de politique économique	31
Objectifs et intentions des pouvoirs publics pour 1976	31
Perspectives à court terme	33
Problèmes de politique économique	35

TABLEAUX

TEXTE :

1 Demande et production	7
2 Indicateurs de l'investissement	9
3 Production et stocks dans l'industrie	10
4 Indicateurs de la consommation des ménages	11
5 Commerce extérieur ventilé par produits	13
6 Commerce extérieur ventilé par zones	14
7 Balance des paiements	17
8 Structure et évolution de la balance des paiements courants	17
9 Emploi et population active	18
10 Évolution des prix	19
11 Évolution et sources de la masse monétaire	23
12 Crédit bancaire	24
13 Le budget de l'administration fédérale	26
14 Compte consolidé des administrations publiques	26
15 Évolution de la part de l'investissement dans le PNB	31

ANNEXE STATISTIQUE :

A Produit social	40
B Produit national et dépenses	41

C	Produit brut par branches d'activité	42
D	Formation brute de capital fixe	43
E	Le revenu national et le compte des particuliers	44
F	Agriculture	45
G	Production industrielle	46
H	Population active et emploi	47
I	Prix et salaires	48
J	Bilan du système bancaire	49
K	Importations et exportations par groupes de produits	50
L	Importations et exportations par zones	51
M	Balance des paiements	52

GRAPHIQUES

1	Indicateurs conjoncturels	8
2	Commerce extérieur	15
3	Évolution des prix	20
4	Salaires et productivité	21
5	Taux de change	28

INTRODUCTION

Malgré l'incidence considérable de la récession mondiale, la production et l'emploi ont progressé à des rythmes assez satisfaisants en 1975 et l'expansion de l'investissement s'est poursuivie avec vigueur. Un fléchissement de courte durée de la production industrielle a été suivi d'une reprise marquée dans les derniers mois de l'année, grâce à une série de mesures gouvernementales et par suite de l'effet favorable que la reprise de la demande extérieure a eu sur les exportations yougoslaves. Depuis le milieu de 1975 les efforts visant à réduire l'important déficit extérieur courant et à modérer le rythme rapide de l'inflation ont aussi donné des résultats appréciables. Quant aux perspectives pour 1976, elles laissent prévoir que l'expansion notable de la production et de l'emploi se poursuivra mais qu'on enregistrera une nouvelle augmentation du nombre élevé de demandeurs d'emploi inscrits sous l'effet surtout de la persistance des retours de travailleurs émigrés. Enfin, malgré les améliorations constatées récemment aussi bien pour la balance des paiements qu'en matière d'inflation, ces deux grands problèmes demeureront des sujets de préoccupation.

La première partie de la présente étude analyse l'évolution récente de la production, de la demande et de l'emploi, des prix et des coûts ainsi que des opérations extérieures. La deuxième partie analyse le rôle des mesures de politiques économiques dans la recherche d'un meilleur équilibre financier intérieur et extérieur et envisage certaines actions à plus long terme des pouvoirs publics. Les perspectives économiques à court terme et un certain nombre de questions de politique économique sont examinées dans la dernière section de l'Étude.

I L'ÉVOLUTION EN 1975

Les objectifs et les résultats de la politique économique

Au début de 1975, les principaux objectifs de la politique économique étaient les suivants : assurer un accroissement relativement rapide de la production, mais à un rythme plus modéré qu'en 1974 où la croissance avait été exceptionnellement vigoureuse; développer rapidement l'investissement fixe au prix d'un ralentissement de l'essor de la consommation; modérer le rythme très élevé de l'inflation; réduire enfin le déficit de la balance extérieure courante qui avait été important en 1974 alors que les deux années précédentes s'étaient exceptionnellement soldées par des excédents courants. Les autorités tablaient sur une forte reprise des exportations et un ralentissement considérable des pressions inflationnistes d'origine étrangère. Le produit social devait progresser en termes réels de quelque 6 %¹,

1 Les agrégats de la comptabilité nationale qui sont utilisés dans la présente Étude se réfèrent surtout aux définitions et aux concepts yougoslaves qui sont dans l'ensemble fondés sur le système des balances matérielles. On ne dispose d'estimations conformes au système normalisé des Nations Unies et de l'OCDE que jusqu'à 1974. On trouvera dans les publications statistiques des Nations Unies une comparaison des champs d'application, des concepts et des méthodes de ces deux systèmes. Pour une comparaison théorique on se référera à l'ouvrage de Richard Stone « Mathematical Models of the Economy and Other Essays », Londres 1970. Les chiffres relatifs à 1975 communiqués

après une augmentation de 9 % en 1974, et permettre ainsi à l'emploi de s'accroître de 3 % environ. Il était prévu que de décembre 1974 à décembre 1975, la hausse des prix industriels à la production serait de 18 %, soit environ la moitié du taux enregistré l'année précédente. D'après les prévisions, les exportations de biens et services devaient s'accroître beaucoup plus rapidement en volume que les importations et le déficit courant devait se situer un peu au-dessous de celui de 1974 qui avait été de 1.2 milliard de dollars.

En réalité, la récession mondiale a exercé sur la production une influence déflationniste bien plus prononcée qu'on ne s'y attendait. Au lieu de progresser de 10 %, le volume des exportations de marchandises a fléchi de 2 % environ. En revanche, le ralentissement de l'inflation à l'étranger a eu une influence modératrice plus nette que prévu sur l'évolution des prix intérieurs. En effet, de décembre 1974 à décembre 1975, la hausse des prix industriels à la production s'est fortement ralentie pour passer à moins de 11 % au lieu de 35 % douze mois plus tôt. En ce qui concerne le volume de la demande et de la production, la récession accusée de la demande internationale a été approximativement compensée par une expansion supérieure aux prévisions de la formation brute de capital fixe et, dans une certaine mesure, par la substitution de produits yougoslaves à des importations. Le ralentissement de la consommation privée en termes réels a, toutefois, été beaucoup plus marqué que prévu. Au total, le produit social en volume s'est accru de quelque 4 % malgré une baisse de la production agricole. Quelques progrès modérés des recettes invisibles nettes et une baisse de 3 % du volume des importations ont permis de réaliser l'objectif fixé pour la balance des paiements qui visait à ramener à 1 milliard de dollars environ le montant du déficit extérieur courant.

Les données annuelles pour 1975 ne permettent pas de percevoir certaines modifications de tendance notables qui sont intervenues dans le courant de l'année dernière sous l'effet tant de facteurs extérieurs que des mesures gouvernementales nouvelles adoptées pendant l'année (mesures exposées dans la deuxième Partie). Le déficit extérieur courant est resté très élevé au premier semestre de 1975. Sous l'effet de la baisse des exportations et du manque de dynamisme de la consommation des particuliers en volume, la production industrielle a fléchi jusqu'à l'été malgré la vigueur de la demande d'investissement. Toutefois, au cours des derniers mois de l'année, la demande extérieure — notamment la demande de matières premières et de biens intermédiaires — a amorcé un redressement correspondant à la reprise de l'activité et au renversement de tendance du cycle des stocks dans les grands pays de l'OCDE. Il semble aussi que le volume de la consommation privée se soit relevé, en partie sous l'effet des mesures adoptées pour freiner la hausse du coût de la vie, et de l'assouplissement des restrictions imposées au crédit à la consommation. Par conséquent, la production industrielle s'est rapidement redressée. En revanche, les importations sont restées faibles jusqu'à ces derniers temps notamment du fait des mesures adoptées l'été dernier. Dans ces conditions la situation de la production, des prix et du compte extérieur courant était nettement plus satisfaisante au début de 1976 que dans les premiers mois de 1975.

La demande intérieure

La situation de la demande en 1975 s'est notamment caractérisée par la poursuite de l'essor des investissements qui s'était amorcé à la fin de 1973. Le

Fin de la note 1.

dans la présente Étude sont des estimations provisoires. Il convient d'interpréter avec prudence les variations en volume car elles sont calculées sur la base des prix de 1966 et les structures de la demande et de la production ainsi que les prix relatifs ont sans doute beaucoup évolué dans l'intervalle.

Tableau 1 Demande et production
 Dans l'optique de la comptabilité nationale yougoslave

	Milliards de dinars aux prix courants			Pourcentage de variation aux prix de 1966							
	1973 SCN ¹	1973	1974	1972	1973	1974	1975		1976 Plan	1971-75	
							Plan	Résultats du Plan ²		Plan	Résultats du Plan ²
Consommation privée	187.1	168.9	220.2	5	3	8	5	2	5	7	5½
Consommation collective	52.7	26.7	36.0	3½	4½	7½	5	10	3	6½	5
Formation brute de capital fixe	85.3	85.5	117.4	3½	3	9	6½	10	7	7 ⁴	7
Demande intérieure finale	325.2	281.1	373.6	4½	4	8	5½	4½	5	7	5½
Formation de stocks	32.0	32.0	57.8								
Balance extérieure	-11.6	-14.5	-44.7								
Exportations — biens	48.5	48.5	64.7	16	7	1	10	-2	6		5
services	27.9	23.8	30.4								
Importations — biens	76.7	76.7	127.8	-6	16	14	4	-3	3		6
services	11.3	10.1	12.0								
Ecart statistique	7.6	7.6	20.6								
Produit social (PIB pour 13 SCN)	353.7	306.4	407.3	4½	5	9	6	4	5½	7½	6
Dont: Agriculture	59.3 ²	56.1	67.2	-1	7	6	2½	-2	4	3½	3
Industrie et mines	115.9 ²	107.4	153.2	7	5½	11½	7-7½	5½	6	8	8
Revenu net des facteurs en provenance de l'étranger	19.3	22.4									
PNB aux prix du marché	372.5										

1 Système normalisé de comptabilité nationale des Nations Unies et de l'OCDE. Comme il est indiqué d'autre part, le PIB calculé sur la base des définitions du SCN a été supérieur de 15% et le PNB supérieur de 22%, au produit social de 1973 calculé sur la base des définitions yougoslaves. On ne dispose pas d'estimation correspondant au SCN pour les années ultérieures.

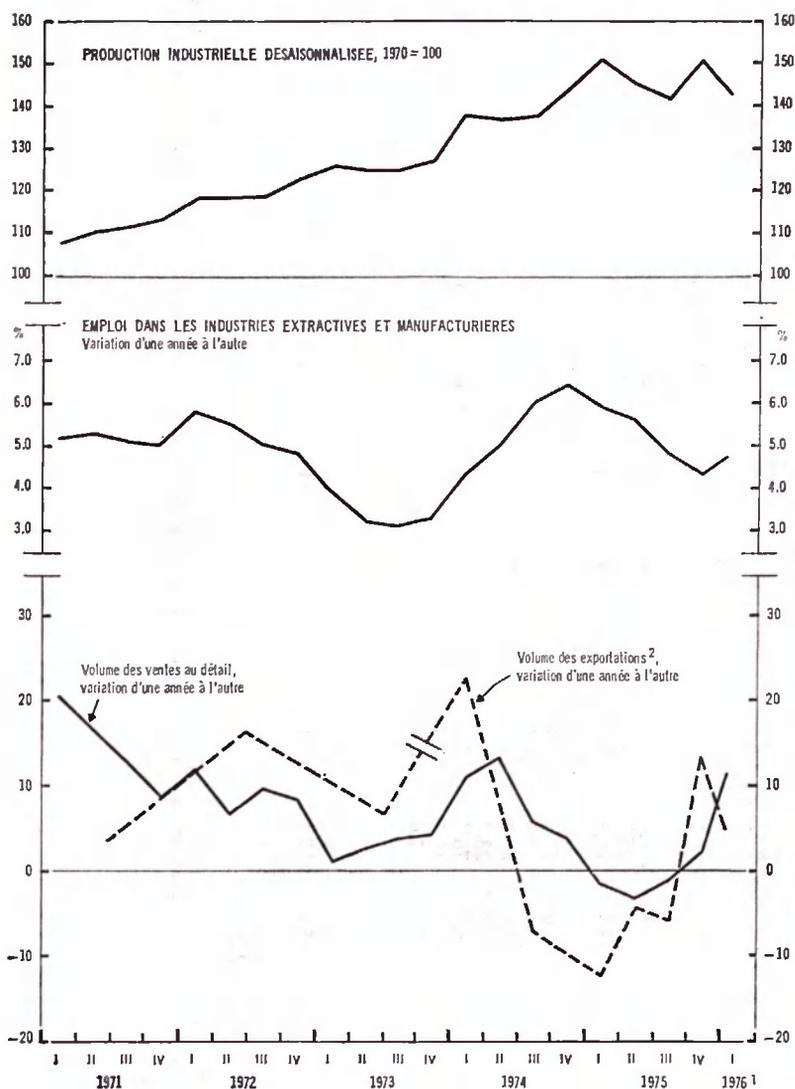
2 Au coût des facteurs.

3 Estimations provisoires.

4 Investissement fixe et stocks.

Source: Renseignements communiqués directement à l'OCDE.

Graphique 1 Indicateurs conjoncturels, 1971-1975



1 Janvier.

2 1971-1973 : chiffres annuels; 1974-1975 : chiffres trimestriels.

Sources : SZSS; Principaux indicateurs économiques de l'OCDE.

volume de la formation totale de capital fixe, dont l'accroissement avait atteint 9 % en 1974, a encore progressé de 10 % en 1975, c'est-à-dire plus rapidement que ne le prévoyait l'objectif initial de 6½ %. Presque tous les secteurs ont participé à cette progression y compris les investissements publics « non économiques » dont il était prévu qu'ils diminueraient en termes réels. La plupart des branches de l'industrie ont enregistré des accroissements considérables, en particulier certains secteurs de base, tels que celui de l'énergie, conformément à un objectif important de la politique d'investissement en 1975. De même, de fortes

Tableau 2 Indicateurs de l'investissement

		Pourcentage de variation par rapport à l'année précédente						
		1971	1972	1973	1974	1975		
						Année	I	II
	<i>Milliards de dinars</i>							
Formation brute de capital fixe (en volume)	119.3	7.2	3.4	5.0	9.6	8.6	..	..
Secteur économique ¹	81.5	..	..	3.2	10.4	10.6	..	..
Secteur non économique ²	37.7	..	..	7.7	8.5	5.6	..	..
	<i>Millions</i>							
Nombre total d'heures ouvrées dans la construction	596.0	-1.0	-1.8	-9.1	5.7	10.0	9.0	10.5
	<i>Milliers</i>							
Nombre d'appartements terminés	145.0	-2.3	6.4	1.0	7.6	1.4	..	..
Nombre d'appartements en construction	299.0	13.2	7.8	10.5	7.6	..	..	..
Production industrielle de biens d'équipement (en volume)		9.5	6.2	5.8	11.6	13.6	15.5	11.9
	<i>Milliards de dinars</i>							
Importations de biens d'équipement, en valeur	22.2	11.1	1.0	45.8	30.0	44.6	52.3	34.5
Dépenses d'équipement (versements effectués)	79.1	7.7	17.7	8.3	49.7	50.8	50.8	50.8
Secteur économique	53.0	2.9	15.9	6.1	52.0	50.7	51.0	49.3
Secteur non économique	26.1	20.0	21.8	12.8	45.2	52.6	50.5	54.1

1 Industrie et mines, agriculture, sylviculture, pêche, construction, transport, commerce, artisanat et services de restauration.

2 Logement et secteur public à l'exclusion des services d'intérêt public.

Sources: SZZS, Indeks, et renseignements communiqués directement à l'OCDE.

progressions ont été observées pour l'ensemble de la construction, mais la construction de logements paraît avoir augmenté modérément.

Il est difficile de dire si les mesures de restriction financière adoptées l'été dernier (voir la deuxième partie) ont contribué à modérer le rythme des investissements. Les paiements effectués à ce titre se sont maintenus à des niveaux très élevés tout au long de l'année et la production des industries de biens d'équipement ainsi que les importations de machines et d'outillages ont continué de suivre une tendance fortement ascendante. Toutefois, l'accroissement des stocks de biens d'équipement observé dans les derniers mois de l'année, pourrait être interprété comme le signe annonciateur d'un fléchissement de l'essor des investissements.

Bien qu'on ne dispose pas encore des statistiques de la comptabilité nationale sur la formation de stocks en 1975, les indicateurs courants donnent à penser que la formation de stocks n'a pas peu contribué à soutenir le niveau de la production et à en régulariser la tendance au cours de l'année dernière. Le volume des stocks de produits industriels (finis et semi-finis) ne s'est pas accru de moins de 24 % en moyenne de 1974 à 1975, alors que les taux correspondants avaient, les deux années précédentes, été de l'ordre de 6 à 7 %. Les stocks de biens de consommation se sont rapidement gonflés au premier semestre de 1975 au cours duquel la production de ces biens s'est stabilisée, mais ces tendances se sont inversées au second semestre. Comme on l'a déjà noté, les stocks de biens d'équipement n'ont commencé de s'accroître que vers la fin de 1975. La forte progression apparente des stocks de demi-produits tout au long de l'année dernière traduit sans doute dans une large mesure la situation de certaines branches exportatrices de base. Quant aux stocks de matières premières industrielles, ils ne se sont pratiquement pas accrus au cours de l'année écoulée, mais leur progression moyenne d'une année sur l'autre a été à peu près parallèle à celle de la production industrielle totale.

Tableau 3 **Production et stocks dans l'industrie**
Indices de volume, 1970 = 100

	1971	1972	1973	1974 ¹			1975 ¹		
				Année	I	II	Année	I	II
<i>Indices généraux</i>									
Production industrielle	110	119	125	139	137	141	147	147	147
Stocks invendus dans l'industrie	105	105	112	119	115	123	149	142	156
Stocks de matières premières	116	121	125	147	135	159	154	147	160
<i>Biens d'équipement</i>									
Production	110	117	123	137	131	144	156	151	161
Stocks	104	107	123	119	119	119	125	117	132
<i>Biens de consommation</i>									
Production	111	122	130	143	141	145	149	150	148
Stocks	101	99	111	122	118	127	156	150	157
<i>Biens intermédiaires</i>									
Production	110	118	123	137	135	139	143	144	142
Stocks	109	109	110	116	112	120	147	137	157

¹ Les données semestrielles ne sont pas désaisonnalisées.

Source: SZZS, Indeks.

La consommation des ménages en termes réels qui avait commencé à manifester un certain fléchissement dès le second semestre de 1974, est restée maussade jusqu'à la fin de 1975 où une reprise semble s'être produite. L'atonie de la consommation a été en grande partie due à la quasi-stagnation des salaires réels, qui a largement compensé l'incidence de l'augmentation des effectifs salariés. Alors que les gains réels moyens avaient augmenté de 6 % en 1974 dans le secteur social, ils n'ont pas progressé en 1975, du fait que la hausse des prix à la consommation (en particulier de certains produits alimentaires, des combustibles et des services) s'est accélérée jusqu'au milieu de l'année tandis que le rythme des augmentations de salaires restait à peu près stable. On ne dispose pas de statistiques courantes, mais il est probable que les revenus réels du secteur privé de l'agriculture (qui représentent 30 % environ de l'ensemble des revenus des ménages) ont diminué. Les prix agricoles à la production ont augmenté de 13 % en 1975, c'est-à-dire beaucoup moins que les prix industriels à la production et les prix de détail ; comme, de surcroît, les récoltes de 1975 ont été relativement médiocres, il se peut que le pouvoir d'achat des agriculteurs du secteur privé ait sensiblement diminué. D'autre part, la médiocrité des récoltes, par ses effets sur les prix de détail des produits alimentaires, a joué un rôle important dans la stagnation, en termes réels, des salaires du secteur social. La progression du revenu disponible des ménages en 1975 a également été freinée par le ralentissement des envois de fonds des travailleurs émigrés ; ceux-ci, qui avaient progressé de plus de 40 % en 1972 et en 1973, ne se sont accrus que de 4 % (en valeur) en 1975.

Tableau 4 Indicateurs de la consommation des ménages
Pourcentage de variation par rapport à l'année précédente

	1971	1972	1973	1974	1975		
					Année	I	II
Ventes de détail :							
en valeur	31.0	26.5	22.6	34.9	24.2	27.5	22.2
en volume	11.4	7.3	2.7	6.5	-1.0	-2.5	0.6
Production de biens de consommation — en volume	11.4	10.3	5.8	10.1	4.0	6.1	1.6
Importations de biens de consommation — en valeur ¹	12.6	1.0	39.0	39.1	-21.9	-22.5	-21.3
Crédit à la consommation (en fin de période)	0.5	-9.5	27.3	54.2	50.8	53.4	50.8

1 Y compris les produits alimentaires, les boissons et le tabac qui, en 1974, représentaient près de la moitié du total des importations de biens de consommation.

Sources : SZZS, Indeks, et renseignements communiqués directement à l'OCDE.

La progression relativement lente du revenu disponible réel des ménages peut aussi être imputée dans une certaine mesure, au changement qui est apparu dans la répartition du revenu au cours des deux dernières années. Il semble qu'en 1974, la part du revenu net des entreprises allant aux bénéficiaires non distribués (mis en réserve) se soit notablement accrue sans doute à cause de la rapide augmentation simultanée de la production et des prix de vente². Étant donné que

2 D'après les tableaux d'opérations financières, l'épargne brute du secteur des entreprises a augmenté, passant de 25% environ de la valeur ajoutée en 1973 à plus de 30% en 1974. Il se peut que l'accroissement dans une certaine mesure, de la part du revenu courant allant aux bénéficiaires non distribués ait contribué à l'augmentation des investissements fixes. Toutefois, en 1974, et sans doute aussi en 1975, l'augmentation des investissements en stocks a représenté à peu près la totalité

Suite page 12 →

d'autre part les recettes fiscales des administrations se sont accrues davantage que le produit social, il semble très probable que la part de la valeur ajoutée des entreprises revenant aux salaires ait sensiblement diminué³. Des calculs très hypothétiques donnent à penser que cette évolution s'est sans doute poursuivie au cours des six premiers mois de 1975. Alors que malgré cette évolution importante l'augmentation de la production et de la productivité avait permis en 1974, une forte augmentation des salaires réels, il n'en a plus été de même au premier semestre de 1975 pendant lequel la productivité a diminué. Il n'est pas impossible que les mesures adoptées au second semestre de 1975 pour freiner les hausses de prix aient inversé l'évolution précédente qui tendait à une diminution de la part du revenu des entreprises échéant aux salaires. Quoi qu'il en soit, les salaires réels se sont un peu redressés ce qui a permis, grâce aussi à un développement de crédit à la consommation de renforcer la demande des consommateurs. C'est ce que semble dénoter le redressement de l'indice du volume des ventes de détail au dernier trimestre de 1975.

Le commerce extérieur

C'est le marasme des échanges internationaux qui a le plus compromis la réalisation de l'objectif de croissance fixé pour 1975. Alors que les autorités avaient prévu une forte augmentation des exportations de marchandises, celles-ci ont diminué en volume après n'avoir que faiblement progressé en 1974. Ce sont essentiellement les exportations vers les pays de l'OCDE, en particulier vers les pays d'Europe Occidentale qui ont été touchées tandis que les livraisons vers le reste du monde restaient dynamiques. Les exportations vers l'Europe occidentale consistent surtout en produits agricoles et en matières premières. En partie du fait des restrictions imposées par la CEE, les exportations agricoles sont restées déprimées après avoir fortement diminué en 1974, tandis que les exportations de matières premières qui progressaient encore rapidement en 1974, ont enregistré une diminution absolue en valeur. Comme on l'a déjà noté, le mouvement de baisse des exportations de marchandises s'est inversé depuis les derniers mois de 1975.

Si la situation des grands marchés étrangers a été de loin la cause principale de la faiblesse des exportations, il semble que des facteurs tenant à la compétitivité y aient aussi contribué. Ces deux dernières années, et surtout en 1974, les exportations yougoslaves ont été en général plus affaiblies que la demande d'importation étrangère, ce qui s'est traduit par des pertes de parts de marché. D'après les calculs du Secrétariat, le volume des marchés régionaux yougoslaves à l'étranger s'est accru de quelque 6½ % entre 1973 et 1975, alors que les exportations effectives n'ont enregistré aucune augmentation pendant ces deux années⁴. Si des parts de marché ont été perdues c'est peut-être en partie parce que l'inflation était plus forte en Yougoslavie que dans les autres pays et parce qu'en 1974 la pression de demande intérieure y a été considérable. A cet égard, il importe de noter que le taux de change effectif du dinar, après avoir enregistré une dépréciation de 7 % en octobre 1974, (alors qu'il s'était valorisé en 1973) est resté à peu près stable en 1975.

Fin de la note 2.

de l'accroissement de l'épargne brute des entreprises. En conséquence, l'augmentation des investissements en capital fixe a eu pour contrepartie une augmentation presque équivalente de leur endettement.

3 Les recettes fiscales sont, pour l'essentiel, prélevées sur le revenu des entreprises.

4 Ces calculs de parts de marché ne sont fondés que sur la composition des exportations yougoslaves par pays de destination et ne tiennent pas compte de la structure par produit qui a particulièrement joué au détriment de la Yougoslavie pendant la plus grande partie de cette période.

Tableau 5 Commerce extérieur par produits
 Pourcentage de variation par rapport à l'année précédente

	1974		1971	1972	1973	1974	1975		
	Milliards de dinars	En pourcentage du total					Année	I	II
Exportations de marchandises (en volume)			3.3	16.3	6.8	1.0	-1.8	-8.5	6.0
Exportations de marchandises (en valeur)	64.7	100.0	8.1	23.3	27.5	33.4	7.0	6.9	7.1
Machines et outillage	8.7	13.5	11.4	17.2	23.2	32.0	35.2	24.9	44.2
Matières premières et demi-produits	38.7	59.8	2.7	25.4	33.7	50.4	-5.3	-2.4	-8.0
Biens de consommation	17.2	26.7	15.2	22.9	20.4	6.8	20.3	20.1	20.4
Produits agricoles	5.0	9.1	6.7	28.7	14.9	-15.1	5.1	-4.3	16.8
Importations de marchandises (en volume)			9.3	-6.1	16.4	14.4	-2.5	-1.0	-5.0
Importations de marchandises (en valeur)	127.8	100.0	13.1	-0.5	39.5	66.7	2.4	12.0	-6.6
Machines et outillage	22.2	17.3	11.1	1.0	45.8	30.0	44.6	52.3	38.2
Matières premières et demi-produits	89.2	69.8	14.0	-1.4	37.6	86.7	-3.7	9.9	-15.5
Biens de consommation	16.5	12.9	12.6	1.0	39.0	39.1	-21.9	-22.5	-21.3
Produits agricoles	11.4	8.9	30.0	90.1	59.6	72.4	-50.0	-54.9	-36.1

Sources: Bulletin trimestriel de la Banque nationale de Yougoslavie; Statistiques du commerce extérieur, OCDE; SZZS, *Indeks*; renseignements communiqués directement à l'OCDE.

Table 6 Commerce extérieur par zones

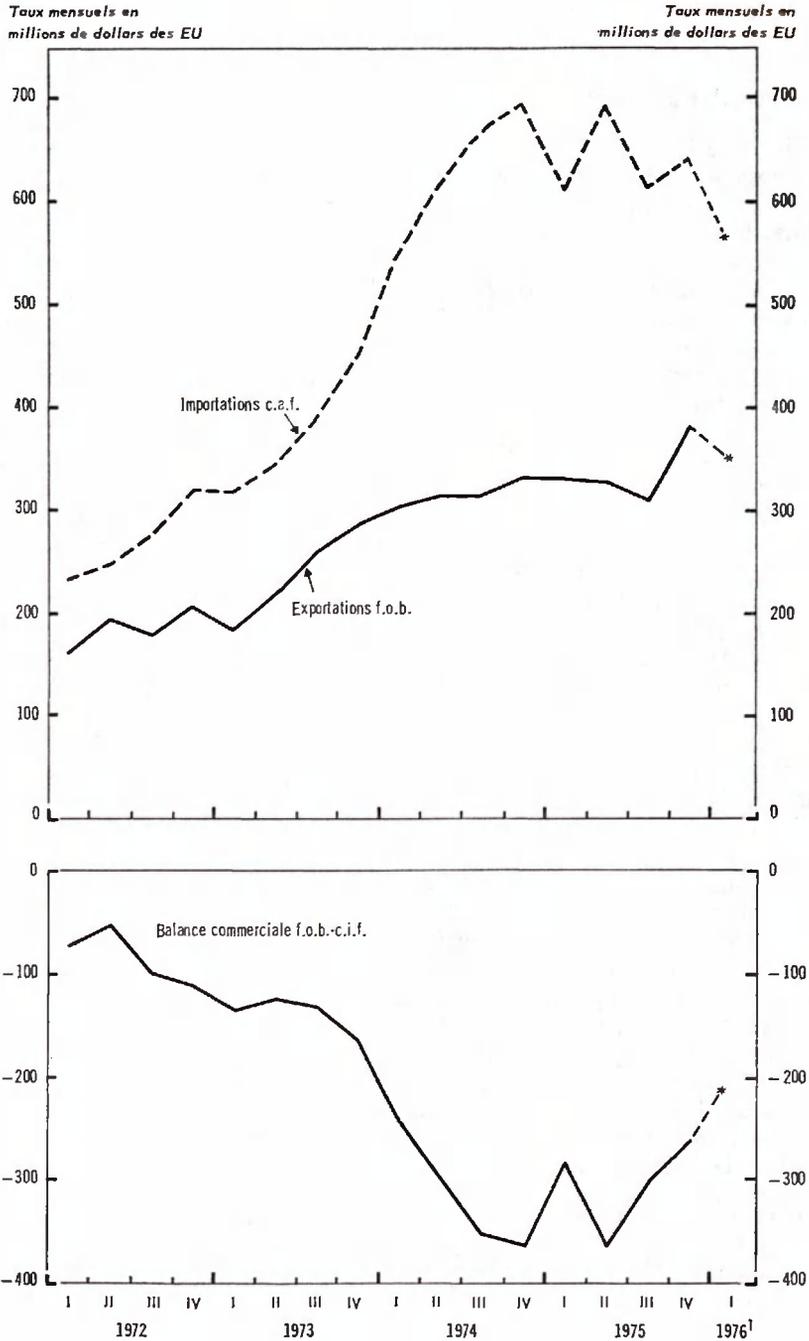
	1970	1971	1972	1973	1974	1975
<i>Exportations fob</i>						
Total (en millions de dollars des États-Unis)	1678.9	1814.4	2237.2	2852.6	3805.1	4072.3
Pourcentage de variation	13.9	8.1	23.3	27.3	33.4	7.0
OCDE						
Pourcentage du total	55.9	53.1	56.8	55.7	46.6	35.7
Pourcentage de variation	14.5	2.0	32.5	24.8	11.6	-18.1
CEE						
Pourcentage du total	39.0	35.7	36.1	35.7	27.4	22.8
Pourcentage de variation	16.4	-1.5	25.3	25.8	2.5	-10.9
Pays à économie planifiée ¹						
Pourcentage du total	32.5	36.9	36.1	34.0	41.6	47.3
Pourcentage de variation	20.0	22.2	21.1	20.0	63.0	21.7
Autres pays						
Pourcentage du total	11.5	10.0	7.1	10.3	11.9	17.1
Pourcentage de variation	-2.6	-2.1	-15.9	86.7	52.9	54.3
<i>Importations caf</i>						
Total (en millions de dollars des États-Unis)	2874.0	3252.0	3232.8	4511.1	7542.2	7696.7
Pourcentage de variation	34.7	13.2	-0.5	39.5	67.2	2.1
OCDE						
Pourcentage du total	68.9	65.8	65.3	62.5	60.5	60.7
Pourcentage de variation	43.7	8.0	-1.3	33.5	61.8	2.5
CEE						
Pourcentage du total	46.4	44.1	44.0	42.2	40.0	41.1
Pourcentage de variation	38.5	7.6	-0.8	33.9	58.3	4.8
Pays à économie planifiée ¹						
Pourcentage du total	20.6	23.9	24.8	24.8	23.3	24.8
Pourcentage de variation	16.1	31.2	3.1	39.3	57.1	8.7
Autres pays						
Pourcentage du total	10.4	10.3	9.8	12.7	16.2	14.5
Pourcentage de variation	22.9	11.7	-5.4	81.1	134.1	9.1

1 Conseil d'Aide Economique Mutuelle (CAEM), R.P. de Chine, et Albanie.

Source: Bulletin trimestriel de la Banque nationale de Yougoslavie et Statistiques du commerce extérieur, OCDE, Série A.

Après avoir fortement progressé pendant la plus grande partie de 1974, les importations de marchandises ont fléchi au cours de 1975 et au début de 1976. L'augmentation de 14½ % du volume des importations en 1974 s'explique essentiellement par la très grande vigueur de la demande intérieure finale, mais aussi par l'importance de l'accumulation de stocks dont l'interruption a eu pour effet de modérer la demande d'importation en 1975. En effet, la constitution de stocks de produits alimentaires importés s'ajoutant aux bonnes récoltes de 1974 a permis de réduire très fortement les importations de produits alimentaires en 1975. Certaines importations de matières premières industrielles ont également été influencées par l'importance des stocks antérieurs en réserve. Le fléchissement du rythme de la production industrielle ainsi que la faiblesse de la demande de consommation ont certainement contribué à réduire les importations en 1975. Les mesures prises l'été dernier en vue de restreindre de façon sélective les importations n'ont pas eu des effets très nets, mais elles ont sans doute contribué à la baisse des importations au second semestre. En revanche, les importations de machines et d'outillage ont été gonflées par l'essor des investissements : elles ont augmenté en valeur

Graphique 2 Commerce extérieur
Moyennes trimestrielles non désaisonnalisées



1 Janvier/février.

Source : Principaux indicateurs économiques de l'OCDE.

de près de 45 % en 1975 et n'ont guère donné de signes de fléchissement au cours de l'année. Les données les plus récentes (février 1976) ne semblent pas indiquer de reprise notable des importations totales dans la phase actuelle de raffermissement de la consommation et de la production.

La balance des paiements

Bien que la demande et la production se soient beaucoup mieux maintenues en Yougoslavie que dans la plupart de ses partenaires commerciaux, la diminution du volume des importations a été un peu plus marquée que celle des exportations. En outre, les termes de l'échange, en partie sous l'effet du rythme élevé de l'inflation intérieure, ont évolué en faveur de la Yougoslavie. Par conséquent, le déficit commercial s'est légèrement contracté en 1975, tout en restant élevé par rapport aux niveaux généralement observés dans le passé⁵. Les recettes touristiques ont progressé de 10 % et les envois de fonds des travailleurs émigrés ont encore un peu augmenté mais dans une bien moindre mesure qu'au cours des années précédentes. D'après des indicateurs qui demandent à être confirmés d'autres recettes invisibles auraient évolué de façon favorable. Dans ces conditions, le déficit extérieur courant a légèrement diminué il est passé de 1.2 milliard de dollars en 1974 à moins de 1 milliard de dollars en 1975, ou encore de 5½ % du produit intérieur brut (méthode de calcul normalisée) à 4¼ % environ. Comme les créances étrangères nettes sur la Yougoslavie s'élevaient à 5.6 milliards de dollars à la fin de 1975, le rapport du service de la dette (net) aux recettes courantes s'établissait à 15.2 %, c'est-à-dire qu'il était plus élevé qu'en 1974 (14.3 %) mais plus faible qu'en 1973 (15.9 %). L'amélioration de la balance courante s'est essentiellement produite au second semestre de 1975, le taux annuel du déficit (non désaisonnalisé) se situant alors à quelque 0.5 milliard de dollars au lieu de plus de 1.4 milliard de dollars au second semestre de 1974 et au premier semestre de 1975. La plus grande partie du déficit courant de 1975 a été financée à l'aide de crédits et de prêts officiels à long terme. Les réserves de change ont diminué de quelque 350 millions de dollars.

Certains changements importants sont intervenus dans la structure des opérations extérieures ces dernières années. Les échanges relevant des accords de compensation sont normalement équilibrés de sorte que la quasi-totalité du déficit commercial correspond à la zone des pays à monnaie convertible. Par ailleurs, la plus grande partie des recettes invisibles de la Yougoslavie (notamment les envois de fonds des travailleurs émigrés et le tourisme) proviennent aussi de pays à monnaie convertible, essentiellement des pays Membres de l'OCDE. Comme on le verra au tableau 8, les exportations vers la zone des monnaies convertibles ne couvraient en 1975 que quelque 40 % des importations correspondantes, tandis que les recettes invisibles nettes en couvraient elles-mêmes 40 % également. L'aggravation du déficit commercial avec la zone des monnaies convertibles ces dernières années reflète la disparité de la position conjoncturelle relative des pays de l'OCDE et de la Yougoslavie ainsi que les variations des termes de l'échange, mais aussi la grande diversité du taux d'accroissement des échanges suivant les régions du monde. De 1970 à 1975 la part des exportations vers les pays de l'OCDE dans les exportations totales de la Yougoslavie a fléchi de 56 à 35 % et celle des exportations vers la CEE est passée de 39 à 23 %. La part des exportations vers les pays de l'Europe orientale et les autres pays n'appartenant pas à l'OCDE s'est

⁵ Les recettes d'exportation ont couvert à peine plus de 50% de la valeur caf des importations en 1974 et 1975, au lieu de 60% en moyenne au cours de la période 1969-1973. Cette dégradation n'est imputable que pour une faible part au relèvement des dépenses au titre des importations pétrolières qui n'ont représenté, même en 1974, que 6.6% du coût total des importations.

Tableau 7 **Balance des paiements¹**
Milliards de dollars des États-Unis

	1973	1974	1975 ²
Importations caf	4.51	7.54	7.70
Exportations fob	2.85	3.81	4.07
<i>Balance commerciale</i>	-1.66	-3.73	-3.63
<i>Services et transferts, net</i>	2.14	2.50	2.67
Envois de fonds des travailleurs et des émigrés	1.17	1.62	1.70
Tourisme, recettes	0.53	0.70	0.79
Transports, net	0.27	0.37	0.45
Revenu des investissements, net	-0.15	-0.19	-0.29
<i>Balance des paiements courants</i>	0.49	-1.23	-0.95
Mouvements de capitaux à long terme	0.56	0.73	0.95
Mouvements de capitaux à court terme y compris les erreurs et omissions	-0.26	0.06	-0.27
<i>Mouvements des réserves, net</i>	0.79	-0.43	-0.27
Position nette en or et en devises	0.64	-0.35	..
Soldes bilatéraux	0.03	-0.20	0.06
Crédits de la Banque nationale et des banques commerciales, et position nette au FMI	0.12	0.12	..

1 On trouvera plus de détails ainsi que les données relatives aux années précédentes dans l'Annexe Statistique.

2 Estimations provisoires.

3 Accroissement des avoirs = (+).

Sources: Annuaire de la balance des paiements, FMI, et renseignements communiqués directement à l'OCDE.

Tableau 8 **Structure et évolution de la balance des paiements courants**
Millions de dollars des États-Unis

I Données annuelles pour 1975 ¹		
	Zone de convertibilité ²	Zone de non-convertibilité
Importations caf	6 145	1 552
Exportations fob	2 555	1 518
Déficit commercial	-3 590	-34
Recettes invisibles dont:	3 805	265
Envois de fonds des travailleurs émigrés	1 700	—
Dépenses invisibles	1 335	61
Balance des paiements courants	-1 120	+170

II Données semestrielles non désaisonnalisées

	1973	1974		1975	
	II	I	II	I	II
Importations caf	2 522	3 505	4 037	3 928	3 769
Exportations fob	1 637	1 860	1 945	1 989	2 083
Déficit commercial	885	1 645	2 092	1 939	1 685
Invisibles, net	1 066	1 117	1 381	1 225	1 449 ¹
Balance des paiements courants	+181	-528	-711	-714	-236 ¹

1 Estimations provisoires pour les invisibles et la balance des paiements courants du deuxième semestre de 1975.

2 Y compris 298 millions de dollars d'importations en provenance de, et 340 millions de dollars d'exportations vers certains pays d'Europe de l'Est dont les comptes de compensation bilatéraux ont été supprimés à la fin de 1974.

Sources: Bulletin trimestriel de la Banque nationale de Yougoslavie et renseignements communiqués directement à l'OCDE.

accrue de façon correspondante (tableau 6). La répartition des importations a évolué de façon assez parallèle mais, étant donné le niveau relatif des exportations et des importations, le déficit avec les pays de l'OCDE s'est considérablement accru.

L'emploi et la production

La croissance de l'emploi a été encore plus rapide en 1975 qu'en 1974. Au cours de ces deux années l'augmentation des effectifs salariés⁶ a été considérablement supérieure aux prévisions officielles. Alors que l'augmentation enregistrée en 1974 peut être imputée à la très forte progression de la demande et de la production, cette explication ne vaut pas pour 1975. La forte augmentation de l'emploi l'an dernier peut s'expliquer en partie par la croissance de l'investissement, surtout dans la construction, et par l'ouverture d'un nombre relativement élevé d'installations nouvelles. Ce qui a joué un rôle peut-être plus important encore, c'est la progression du nombre des personnes à la recherche de travail qui a provoqué des pressions locales sur les entreprises pour qu'elles développent l'emploi. En fait, le nombre des personnes à la recherche de travail inscrites a continué de progresser régulièrement et s'est élevé à 10 % environ de la population active salariée. La faiblesse de la situation de l'emploi à l'étranger a aussi joué un rôle important. L'émigration des travailleurs yougoslaves (surtout vers les pays d'Europe occidentale) a pratiquement cessé et, d'après des estimations officielles, quelque 60 000 travailleurs sont rentrés en Yougoslavie en 1974 et 65 000 en 1975⁷. Chaque année, 140 000 jeunes quittant l'école et l'université sont à la recherche d'un emploi tandis que 50 à 60 000 travailleurs prennent leur retraite. L'augmentation

Tableau 9 **Emploi et population active**
En milliers

	1971	1972	1973	1974	1975
Population totale en milieu d'année ¹	20 572	20 772	20 956	21 155	21 352
Pourcentage d'augmentation	1.0 ⁴	0.9	0.9	0.9	0.9
Population active en milieu d'année ¹	8 900	9 028	9 055	9 120	..
Pourcentage d'augmentation	0.6 ⁴	1.5	0.2	0.7	..
Emploi rémunéré (moyenne mensuelle)	4 034	4 210	4 306	4 514	4 753
Pourcentage d'augmentation	2.2 ⁴	4.4	2.3	4.8	5.3
dont: industrie et mines	5.3	5.4	3.2	5.5	5.2
bâtiment et construction	3.0	2.2	-1.1	5.7	7.9
Travailleurs employés en Allemagne fédérale ²	478.3	474.9	535.0	470.0	417.0 ⁵
Chômeurs recensés (moyenne mensuelle)	291.3	315.3	384.6	448.6	537.0
Taux de chômage ³	6.7	7.0	8.1	9.0	10.1

1 Données du recensement de 1971. Les autres chiffres sont des estimations officielles.

2 Données de septembre.

3 Chômeurs recensés en pourcentage du total des salariés et des chômeurs.

4 Augmentation annuelle moyenne 1961-1971.

5 Juin.

Sources: SZZS, Statisticki Godisnjak et Indeks, SZRJ et Bundesanstalt für Arbeit.

6 L'emploi salarié, qui correspond essentiellement au secteur socialisé de l'économie, ne couvre encore environ que 50% de la population active totale estimée. La masse des travailleurs indépendants se trouve dans le secteur privé de l'agriculture. On n'ignore pas les problèmes que posent la définition et l'évaluation statistique des taux d'activité et de la population active dans une économie où la structure de l'emploi est de ce type.

7 Il n'est pas possible de faire des estimations précises car de nombreux travailleurs partis à l'étranger ne s'étaient pas fait inscrire par les services de l'emploi yougoslaves et leur départ pas plus que leur retour n'a pu être enregistré.

de plus de 200 000 du nombre des emplois salariés en 1974 comme en 1975 doit avoir permis de résorber d'importants départs de main-d'œuvre de l'agriculture. (la population active dans ce secteur a diminué, en moyenne, de 50 000 par an entre les deux années de recensement 1961 et 1971). Il semble donc que le nombre de demandeurs d'emploi inscrits n'aurait pas autant augmenté si le courant net des retours de travailleurs émigrés n'avait pas été important. D'autre part, certains éléments donnent à penser que le taux d'activité des femmes mariées s'est accru et que le départ de l'agriculture d'exploitants marginaux s'est accéléré de sorte qu'un chômage occulte s'est transformé en un chômage manifeste.

D'après les estimations relatives à l'emploi et à la production dans le secteur social, la productivité moyenne a légèrement diminué, après avoir progressé de quelque 4½ % en 1974. L'accroissement de la production dans ce secteur (de l'ordre de 5 %) a reflété une augmentation de la production industrielle de 6 % (au lieu de 11.3 % en 1974) et une certaine accélération de l'activité de la construction; le nombre des heures travaillées dans le bâtiment et la construction s'est accru de 10 %⁸, après avoir progressé de 7 % en 1974. En ce qui concerne le secteur privé (qui représente quelque 15 % du produit social), c'est l'agriculture qui a connu le changement le plus important. La production agricole totale dont l'augmentation avait été de l'ordre de 6 à 7 % dans les deux années

Tableau 10 Évolution des prix
Pourcentage de variation par rapport à l'année précédente

	1971	1972	1973	1974	1975	Dec. 74	Dec. 75
						Dec. 73	Dec. 74
<i>Prix à la production</i>							
Produits industriels, total	15	11	13	29	22	35	11
Biens d'équipement	12	6	9	12	22	17	18
Matières premières et produits intermédiaires	18	10	13	38	23	43	10
Biens de consommation	12	13	13	22	21	30	9
Produits agricoles, total	26	24	25	14	14	9	19
<i>Prix de détail¹</i>							
Total	16	15	18	27	26	30	17
Produits agricoles	20	17	23	16	23	20	20
Produits industriels	14	18	17	30	27	34	15
Services	14	11	17	20	26	20	24
<i>Coût de la vie¹</i>							
Total	16	17	20	21	24	23	19
Biens	16	18	20	22	24	23	18
dont: alimentation	17	19	22	16	24	16	17
biens de consommation durables	13	13	16	27	30	38	17
Services	3	10	17	19	25	17	23
dont: loyers	4	8	15	17	20	17	14
<i>Prix du commerce extérieur</i>							
Prix à l'exportation en dollars E.U.	5	6	19	32	9		
Prix à l'importation en dollars E.U.	3	6	20	46	5		

¹ Les différences entre les variations des indices des prix de détail et du coût de la vie tiennent à des différences de champs couverts et de pondération.

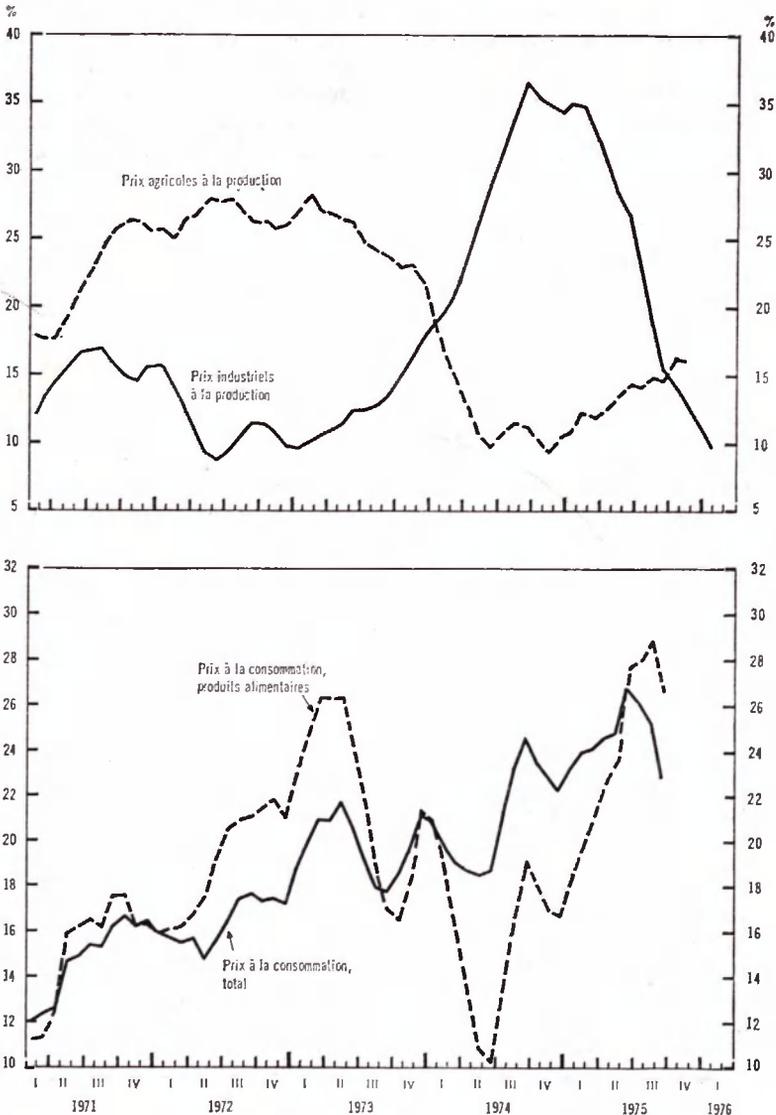
Sources: SZZS, Statisticki Godisnjak 1975 et Saopštenje, N° 358.

précédentes, a en effet diminué de quelque 2 % en 1975 d'après des résultats provisoires.

Les prix et les coûts

Comme on l'a déjà noté, le rythme de l'inflation s'est notablement ralenti dans le courant de 1975 mais, en raison de l'importance des effets reportés de 1974, la moyenne pour l'ensemble de l'année est restée très forte. Les prix indus-

Graphique 3 Evolution des prix
Moyennes mobiles sur trois mois ; pourcentages d'augmentation sur douze mois

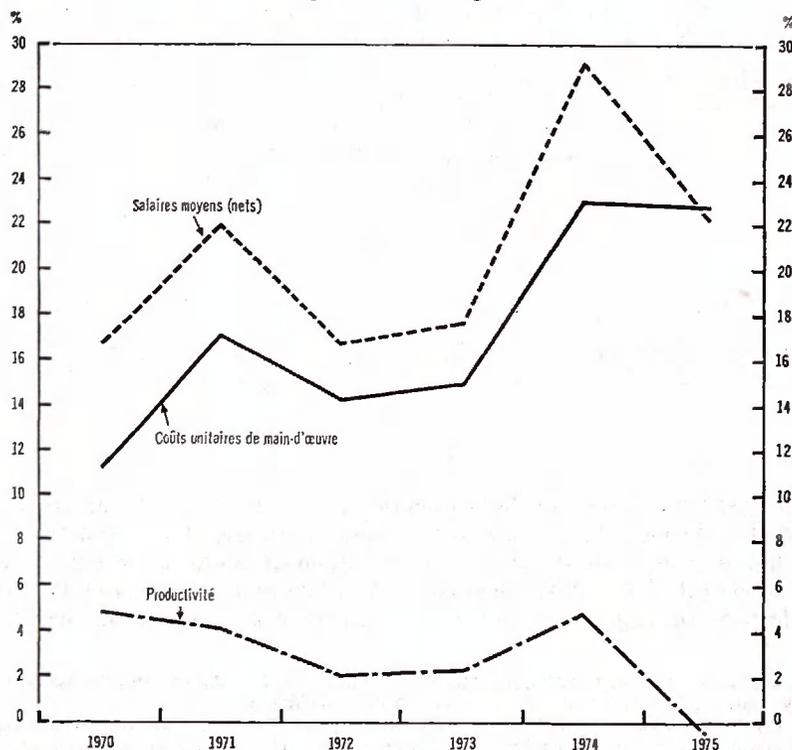


Sources : SZZS, Indeks; Principaux indicateurs économiques de l'OCDE.

triels à la production ont été les premiers à manifester des signes de ralentissement et cette tendance s'est nettement accentuée vers la fin de l'année. Les prix de détail des produits industriels ainsi que les prix des services ont suivi cette évolution avec un certain décalage. Mais les prix agricoles à la production, dont la hausse avait été relativement lente au cours de 1974, ont de nouveau accusé une accélération l'an dernier à la suite de récoltes beaucoup moins abondantes. Dans ces conditions, la hausse de l'indice du coût de la vie est restée relativement forte de Décembre 1974 à Décembre 1975, bien que la progression entre Juin et Décembre⁹ ait été modérée (4 %), par rapport notamment au premier semestre de 1975 (14 %) ou même au dernier semestre de 1974 (10 %).

Plusieurs facteurs ont exercé une influence modératrice sur le rythme de l'inflation et, en premier lieu, la stabilisation des prix des marchés mondiaux. La poussée des prix du commerce extérieur en 1973 et au début de 1974 a fortement touché la Yougoslavie pour qui les importations représentent plus de 20 % de l'approvisionnement total. La répercussion de ces augmentations sur les prix intérieurs s'était sans doute complètement effectuée à la fin de 1974. En 1975, les prix à l'importation (évalués en dollars des États-Unis) ont dépassé de 5 % le niveau atteint un an plus tôt, alors qu'ils avaient augmenté en moyenne de 46 %

Graphique 4 Salaires, productivité et coûts de main-d'œuvre
Branches « productrices » du secteur socialisé, agriculture non comprise
Pourcentages annuels d'augmentation



Source : SZZS, Indeks.

⁹ Données non corrigées des variations saisonnières. L'évolution trimestrielle de l'indice accuse d'importantes variations saisonnières.

en 1974. Un ralentissement comparable, mais moins accusé, a été constaté pour les prix à l'exportation. Les coûts intérieurs ont également exercé une pression un peu moins sensible malgré l'évolution défavorable de la productivité. L'augmentation annuelle des gains nominaux par salarié du secteur social a diminué, passant de 27 % au début de l'année dernière à quelque 20 % en fin d'année. En revanche, les mesures adoptées pour restreindre les importations au milieu de 1975 et l'augmentation de 1½ % de la taxe générale sur le chiffre d'affaires ont alimenté les pressions exercées sur les prix malgré la réduction de certaines taxes particulières sur le chiffre d'affaires. Mais les pouvoirs publics ont fait de gros efforts (en particulier par la passation de « contrats sociaux » avec les administrations régionales, les offices autonomes et les entreprises productives) pour freiner la hausse des prix. Il semble que ces pressions d'ordre politique et administratif aient eu des effets sensibles. Toutefois, l'évolution du rapport entre l'offre et la demande a joué un rôle essentiel dans le ralentissement de l'inflation d'origine interne. Le rythme de la hausse des prix ne s'est pas ralenti dans le cas des biens d'équipement et il s'est accéléré dans celui des produits agricoles — c'est-à-dire dans les deux principaux secteurs où il était difficile d'équilibrer l'offre et la demande.

II MESURES DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE

L'année 1975 a été marquée par l'application de mesures de politique active visant à la fois des objectifs à court terme et à plus long terme. La politique économique est essentiellement restée orientée dans le sens de l'expansion. Toutefois, compte tenu de la détérioration de la balance des paiements et du mouvement rapide d'inflation qui a accompagné la forte expansion de 1974, la Résolution sur la politique économique de 1975 a fixé un objectif de croissance plus faible ainsi que des buts spécifiques propres à réduire le déficit extérieur et le rythme de la hausse des prix. De même que dans le passé, les mesures en vigueur (en particulier les mesures visant le crédit et le commerce extérieur) ont été fréquemment ajustées au cours de l'année dernière en fonction des variations de la conjoncture et dans certains cas, l'orientation en a été inversée. Les mesures prises présentaient, dans une large mesure, un caractère sélectif. D'autre part, diverses mesures ont été instaurées pour appliquer les dispositions essentielles d'ordre politique, juridique et administratif insérées dans la nouvelle Constitution¹⁰.

Politique monétaire

Les grandes orientations de la politique monétaire de 1975, adoptées en janvier, ont fixé le taux de croissance d'objectif de la masse monétaire¹¹ à 26 %, c'est-à-dire nettement au-dessous de l'accroissement nominal projeté du produit social qui était de 30 %¹². Les autorités estimaient que pour réaliser la croissance réelle de 6 % envisagée, une stimulation monétaire plus vigoureuse ne serait pas

10 Une nouvelle Constitution, promulguée en février 1974, codifie les modifications apportées depuis 1971 au système politique, économique, social et juridique.

11 En Yougoslavie, les plans en matière monétaire sont fondés sur une définition étroite de la masse monétaire qui comprend les billets en circulation, les dépôts à vue et les paiements en cours de règlement. Ce concept est conforme à la définition donnée pour M1 dans les statistiques financières internationales du FMI sauf que ces dernières excluent les dépôts à vue du gouvernement fédéral.

12 Il convient de noter que les projections relatives à la monnaie et au crédit sont aussi établies sur une base trimestrielle, et fournissent l'objectif opérationnel de la politique monétaire.

Tableau 11 Évolution et sources de la masse monétaire
Milliards de dinars

	Position en fin de période	Variation au cours de la période								
		1974	1972	1973	1974			1975		
					Année	I	II	Année	I	II
<i>Répartition de la masse monétaire par secteur</i>										
Entreprises du secteur socialisé	27.7	4.9	9.8	4.9	0.5	4.4	18.5	1.3	17.2	
État fédéral	1.5	0.8	-0.4	0.1	0.3	-0.2	1.0	0.4	0.6	
Autres organismes publics	31.8	3.5	7.4	8.1	6.8	1.3	6.5	4.7	1.8	
Secteur des ménages	35.7	5.3	5.5	6.2	2.6	3.6	7.6	2.5	5.1	
Règlements en cours ¹	6.7	2.8	0.0	2.0	-0.9	2.9	0.8	-2.0	2.8	
TOTAL	103.4	17.3	22.3	21.3	9.3	12.0	34.4	6.9	27.5	
Pourcentage de variation		40.7	37.3	25.9	11.3	13.1	33.3	6.7	24.9	
<i>Sources de la masse monétaire</i>										
Crédits bancaires		36.9	43.2	68.6	29.0	39.5	96.8	37.4	59.4	
Opérations de change		7.6	7.7	-9.8	-6.4	-3.3	-3.8	-7.0	3.2	
Augmentation (= -) des dépôts non-monétaires		-26.5	-28.6	-37.2	-13.2	-24.1	-58.8	-23.6	-35.2	

1 Y compris le reste du monde.

Source: Banque nationale de Yougoslavie, Bulletin trimestriel.

nécessaire et qu'une des tâches principales de la politique monétaire était de contribuer à freiner l'augmentation de la demande intérieure nominale et la hausse des prix. Il était prévu que les avoirs liquides du secteur des entreprises augmenteraient plus rapidement que les dépôts à vue des ménages. Pour réaliser l'objectif global relatif à la masse monétaire, on tablait sur une expansion de 21 % du crédit bancaire et l'on estimait que les pertes que la masse monétaire devait éprouver du fait de la balance des paiements seraient compensées par l'influence combinée des facilités de réescompte de la Banque centrale et de réductions sélectives apportées aux coefficients de réserves obligatoires en faveur notamment des exportations et de l'agriculture.

Sous l'effet combiné du déficit élevé de la balance des paiements, d'un fléchissement d'activité dans le domaine du crédit¹³ et d'un accroissement substantiel des dépôts non monétaires (dépôts de devises par des résidents notamment), la masse monétaire a augmenté moins rapidement que prévu au premier semestre. En conséquence, les conditions monétaires ont été un peu assouplies au cours des mois d'été. Cette évolution, à laquelle s'ajoutait un accroissement du déficit de l'État fédéral et surtout l'amélioration substantielle de la balance extérieure, a abouti à une accélération marquée de la croissance monétaire. Sur l'ensemble de l'année, l'expansion de la monnaie et du crédit a dépassé l'objectif initial alors même que l'augmentation nominale du produit social était un peu inférieure aux projections. L'accroissement de la masse monétaire a dépassé 30 % pour l'ensemble de l'année.

Tableau 12 **Crédit bancaire**
Fin de période

	Encours en milliards de dinars		Pourcentage de variation par rapport à l'année précédente			
	1974	1975	1972	1973	1974	1975
Entreprises du secteur socialisé	280.1	350.9	17.8	15.7	23.1	25.3
État fédéral	31.2	41.3	9.1	14.4	26.3	32.4
Autres organismes et fonds publics	33.4	25.9	31.4	36.1	10.9	10.7
Secteur des ménages	28.6	38.7	11.4	21.0	34.3	35.3
Total	363.3	456.8	17.3	17.2	23.3	25.7
Court-terme	99.9	138.3	22.3	12.4	36.1	38.4
Long-terme	263.4	318.5	15.6	18.9	19.0	20.9

Source: Banque nationale de Yougoslavie, Bulletin trimestriel.

Dans l'ensemble, en 1975, la politique monétaire n'a pas simplement eu un effet d'accompagnement sur le niveau global de la demande et de la production, et l'accélération de la croissance de la masse monétaire au second semestre risque d'aller à l'encontre du freinage de l'inflation que l'on s'est proposé comme objectif. Malgré la souplesse avec laquelle la politique économique est adaptée à l'évolution de la conjoncture, les variations brutales et imprévues de la balance des paiements ont continué de rendre difficile la régulation de la liquidité de l'économie. La politique monétaire a aussi influé fortement sur la structure et le niveau de la demande intérieure. En mars, le crédit à la consommation a été reserré tandis qu'une réglementation plus rigoureuse du crédit à l'investissement était adoptée en juin, dans le cadre de l'ensemble de mesures visant à enrayer l'aug-

13 Malgré les pertes de réserves résultant d'opérations sur devises, le recours des banques aux facilités de réescompte a été moindre que prévu.

mentation excessive des dépenses d'investissement et à agir plus efficacement sur la position financière des diverses entreprises. Cependant, l'accumulation de stocks considérables qui s'est produite au premier semestre de 1975 a amené les autorités à assouplir en juillet les conditions du crédit à la consommation pour divers types de produits. L'affectation de crédit a continué d'être régie par des considérations d'ordre structurel. En vertu d'un accord inter-banques réalisé en février, 10 milliards de dinars (soit l'équivalent de 3.8 % du total des avoirs des banques) devaient être répartis sur une base sélective et sectorielle, plus d'un tiers du volume total de crédit étant directement fourni par la Banque nationale¹⁴. Le souci du développement de l'agriculture et de la balance extérieure ont largement contribué à amener la Banque nationale à conserver la responsabilité de l'octroi du crédit dans ces domaines.

Politique budgétaire

En 1975, la politique budgétaire a eu pour principal but de maintenir le taux d'accroissement des dépenses du secteur public 20 à 25 % au-dessous de celui du produit social nominal¹⁵. Dans le même temps, il était prévu que les investissements dans des projets publics diminueraient en termes réels. Les estimations préliminaires relatives aux résultats de 1975 donnent à penser que ces objectifs n'ont été qu'en partie atteints. La consommation collective, non compris la consommation directe de travail, paraît avoir augmenté de 4 % à prix constants après s'être accrue de plus de 7 % en 1974. Cependant, l'emploi dans le secteur public a progressé de quelque 5 %. En ce qui concerne les investissements publics, le montant nominal des paiements a augmenté de plus de 40 %, ce qui suppose certainement des accroissements substantiels en termes réels. Du côté des recettes, la surtaxe à l'importation a été relevée de 3 à 4 points en avril et le taux de la taxe générale sur le chiffre d'affaires a été majoré de 1.5 point et ainsi porté à 14 % en mai. Les taux de la taxe sur le chiffre d'affaires applicables à certains produits de luxe ont aussi été relevés tandis que certains taux « spéciaux » plus faibles ont encore été réduits. Les républiques, sur la base d'accords intercommunaux, ont pris des mesures pour abaisser la pression fiscale exercée sur les entreprises et les revenus du travail provenant d'une occupation régulière, mais les renseignements disponibles ne permettent pas de dire avec précision quelle a été l'incidence nette de toutes ces mesures fiscales délibérées sur les recettes publiques. Les recettes budgétaires de l'ensemble des collectivités socio-politiques pour les neuf premiers mois de l'exercice ont accusé un accroissement d'environ 32 % par rapport à celles de la période correspondante de l'année précédente. Les recettes des « communautés d'intérêt » paraissent avoir progressé à un rythme encore plus rapide. Au total, il semble que pour les dépenses comme pour les recettes, les objectifs du plan aient été dépassés, le secteur public exerçant probablement dans l'ensemble un effet stimulant plutôt que restrictif sur l'économie.

On dispose d'indications plus récentes sur les finances de l'administration fédérale. Les prévisions budgétaires initiales faisaient état d'une augmentation de 26 % des dépenses par rapport aux résultats de 1974, et de recettes (non compris

14 A la fin de 1974, le total des encours de crédit bancaire était de 247 milliards de dinars, dont 69 milliards de crédits « sélectifs ».

15 En 1974, le total de la consommation publique et collective était équivalent à moins de 10% du produit social brut. A la suite de tout un ensemble de changements d'ordre constitutionnel, les principes fondamentaux relatifs à la fiscalité et à la politique en matière de dépenses publiques sont maintenant fixés par les républiques et les communes à l'exception des droits de douane et de la taxe générale sur le chiffre d'affaires. Cependant, un important facteur de centralisation demeure le Service de la Comptabilité Sociale qui assure la comptabilité, la compensation, la perception des recettes publiques et la vérification des comptes de tous les secteurs de l'économie.

Tableau 13 Budget de l'administration fédérale
Milliards de dinars

	1972	1973	1974	1975		1976 Plan
				Plan	Estimations	
Recettes courantes	25.5	31.3	43.8	54.7	56.8	69.5
Droits de douane	10.7	13.7	20.8	26.4	26.5	35.0
Contributions financières des Républiques	13.6	16.5	20.2	26.5	27.8	33.4
Divers	1.2	1.1	2.9	1.8	2.5	1.1
Dépenses	25.1	33.6	45.8	57.7	60.4	72.0
Défense nationale	11.7	15.8	20.9	29.3	28.7	32.4
Administration générale	2.6	3.4	4.4	5.9	6.2	8.4
Versements aux Républiques	1.8	2.0	2.9	4.6	4.6	5.4
Investissements	1.1	0.7		0.5	0.5	0.6
Versements aux caisses de retraite	1.9	4.0	6.0	6.5	6.5	9.1
Subventions et ristournes d'impôts		7.1	10.6	10.2	13.2	15.0
Divers	6.0	7.7	11.6	10.9	13.9	16.1
Solde des opérations courantes	0.4	-2.3	-2.0	-3.0	-3.6	-2.5
OPÉRATIONS FINANCIÈRES						
Recettes		3.6	4.9	7.3	7.8	9.7
Avances de la Banque nationale		1.4	2.2	3.8 ¹	4.3 ¹	6.7
Emissions de titres		2.2	2.7	3.5	3.5	3.0
Affectations	0.4	1.3	2.9	4.3	4.2	7.2
Réserves budgétaires	0.1	0.5	0.2	0.2	0.2	0.2
Amortissement de la dette et divers	0.3	0.8	2.7	4.1 ¹	4.0 ¹	7.0

1 Y compris les avances de la Banque Nationale à l'Etat fédéral pour l'amortissement des titres fédéraux en 1975.
Source: Renseignements communiqués directement à l'OCDE.

Tableau 14 Compte consolidé des administrations publiques
Milliards de dinars

	1970	1971	1972	1973	1974
Recettes totales	57.7	70.7	88.3	113.7	163.2
Impôts directs	31.8	34.4	39.5	56.9	87.2
Impôts indirects	18.3	24.1	35.6	45.5	60.8
Emprunt obligatoire pour le Fonds régional	—	3.0	4.1	4.8	5.8
Divers	7.6	9.2	9.1	6.5	9.5
Dépenses totales	56.3	69.0	88.8	114.2	158.2
Administration générale et défense nationale	13.2	15.6	18.8	25.4	34.9
Enseignement	7.4	9.3	10.8	15.5	21.6
Sécurité sociale	17.2	21.7	28.0	33.6	45.6
Investissements	12.4	12.9	14.3	15.2	18.2
Divers	6.1	9.5	16.9	24.5	37.9
Excédent ou déficit	1.4	1.7	-0.3	-1.3	5.0
Financement					
Emprunts, extérieurs, net	-0.9	-1.0	-1.5	-2.1	-2.3
Emprunts intérieurs, net	-0.5	-0.7	1.8	2.6	-2.7

Source: Renseignements communiqués directement à l'OCDE.

les emprunts au système bancaire) en progression d'un peu moins de 25 %; il en résultait un déficit de 3 milliards de dinars avant recours à l'emprunt. Si les dépenses consacrées à la défense ont finalement été plus faibles que prévu, il s'est produit une augmentation considérable des versements de subventions et des ristournes d'impôts de sorte que les dépenses ont dépassé l'objectif de 6 points. La moitié environ des dépenses supplémentaires a été financée par les contributions additionnelles des républiques et 25 % ont d'autre part été couverts par d'autres augmentations de recettes. Dans ces conditions, le déficit effectif avant recours à l'emprunt s'établissait à 3.6 milliards de dinars¹⁶, et ne dépassait que de peu les prévisions initiales. Ce déficit n'a représenté que moins de 0.7 % du produit social. Toutefois, à la suite des réformes institutionnelles de ces dernières années, le budget de l'administration fédérale ne constitue plus maintenant qu'une fraction beaucoup plus faible de l'ensemble des opérations du secteur public.

Politique du commerce extérieur et politique de la balance des paiements

Les mesures temporaires de restriction des importations instituées en août 1974¹⁷ et la dépréciation de 7 % du dinar en octobre ne se sont pas révélées suffisantes pour réduire le déficit commercial. En fait, la part des importations de marchandises (caf) couverte par les exportations, qui s'était élevée à près de 70 % en 1972, est tombée à 50 % environ en 1974 et pendant les six premiers mois de 1975. Afin d'inverser cette tendance, de nouvelles mesures visant les importations ainsi que les exportations ont été prises. Après une augmentation de la surtaxe frappant les importations¹⁸ et les changements de catégorie de certaines importations qui bénéficiaient de régimes relativement libéraux et qui ont été soumises à autorisation en avril 1975, de nouvelles restrictions ont été adoptées en juin, 30 % des importations de 1974 étant alors assujetties à une procédure de licence. Le système, qui venait à expiration le 31 décembre, s'appliquait à la plupart des biens de consommation durables, à certains types de machines, à un grand nombre de moyens de production et à certaines matières premières, produits agricoles compris. Cette réglementation avait pour principal objectif d'imposer effectivement une interdiction temporaire visant certaines importations non essentielles et d'empêcher que soient passées des commandes de caractère spéculatif dépassant les « besoins nationaux » courants. Les importations effectuées en vertu d'accords de coopération à long terme n'étaient pas assujetties à la procédure de licence. En outre, les Chambres de Commerce ont fait une plus large place à des programmes liant la possibilité de procéder à des importations à la réalisation d'exportations compensatrices et, d'une façon plus générale, la remise de devises aux résultats obtenus à l'exportation. Au nombre des autres mesures prises en 1975 pour agir sur la balance des paiements figurent l'assouplissement des conditions du crédit bancaire en faveur des exportations et le resserrement de ces mêmes conditions dans le cas des importations, ainsi que l'octroi aux exportateurs de remises sur les droits de douane payés pour les importations. En revanche, les

16 Compte tenu des remboursements de dettes, de la formation de réserves et de besoins divers de trésorerie, les besoins de financement bruts se sont élevés à 7.8 milliards de dinars, dont 3.5 milliards ont été couverts par l'émission de bons à 1 an, assortis d'un intérêt de 10% et comportant certains avantages supplémentaires pour ceux qui les détenaient. Ce sont surtout les entreprises, les banques et les collectivités locales qui ont souscrit à ces bons: les ventes aux particuliers n'ont pas donné les résultats qu'on en attendait.

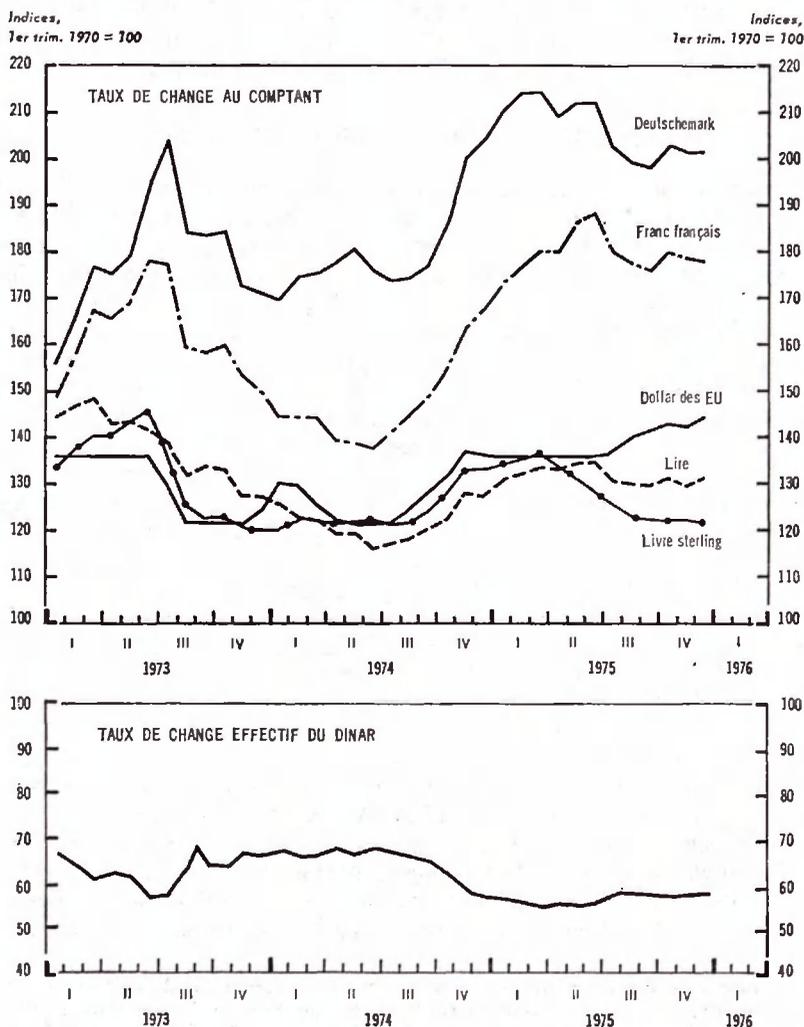
17 On trouvera plus de détails sur ce point dans l'étude annuelle de 1975.

18 En avril, le taux de la surtaxe temporaire à l'importation a été porté de 6 à 10% et, pour un certain nombre d'articles (comprenant biens d'équipement nécessaire au développement des industries primaires de base, certains moyens de production et divers produits agricoles), de 2 à 5%. En janvier 1976, il a été décidé de maintenir le taux général à 10% et de porter le taux « privilégié » à 7.5%.

mesures de restriction des importations instituées en 1974 ont pris fin en 1975, et notamment le dépôt préalable obligatoire prévu pour un certain nombre d'importations. Au total, il semblerait que les mesures qui ont été prises au cours de l'an dernier dans le domaine du commerce extérieur aient contribué dans une large mesure à la réduction du déficit commercial enregistrée d'un semestre de 1975 à l'autre.

Comme on l'a noté plus haut, le taux de change effectif¹⁹ du dinar n'a pas beaucoup varié au cours de l'an dernier. Les taux de change sont déterminés sur

Graphique 5 Taux de change effectif du dinar et divers taux de change au comptant



NOTE : Les taux de change au comptant sont les chiffres en fin de mois, exprimés en nombre de dinars pour une unité de monnaie étrangère. Le taux de change effectif du dinar est la moyenne, pondérée en fonction du commerce extérieur de 1972, des taux au comptant du dinar par rapport aux monnaies des principaux partenaires commerciaux de la Yougoslavie; il indique le nombre d'unités de monnaie étrangère pour un dinar.

Sources : OCDE, Principaux indicateurs économiques et estimations du Secrétariat.

19 Taux moyen pondéré en fonction des échanges, calculé par le Secrétariat conformément aux principes retenus pour le modèle des échanges multilatéraux du FMI.

un « marché organisé » des monnaies étrangères. Les banques commerciales habilitées achètent et vendent sur ce marché mais les variations de cours sont étroitement surveillées par la Banque nationale. Les interventions officielles sur le marché sont axées sur le dollar des États-Unis et le Deutschemmark, les deux monnaies les plus largement utilisées dans les règlements extérieurs de la Yougoslavie, et elles ont souvent abouti en pratique à une double parité du dinar. On a rarement enregistré de variations importantes des taux de change au cours de la période considérée.

Politique des prix et des revenus

Afin de freiner le rythme de l'inflation, les autorités ont appliqué un mécanisme minutieux d'accords de prix et de mesures de contrôle²⁰. Après l'adoption de la Résolution de 1975, un accord inter-république sur les prix a été conclu en février; il fixait les objectifs relatifs à l'augmentation générale des prix. Sur cette base, de nouveaux accords sociaux et d'autogestion visant les prix de produits et de services déterminés ont été conclus au niveau des entreprises et des collectivités locales. Dans le même temps, l'évolution des prix du secteur libre a continué d'être surveillée par un service d'inspection du commerce qui, sur instructions spéciales des autorités fédérales et en accord avec elles, peut proposer des mesures correctives aux producteurs lorsqu'il apparaît que des hausses de prix sont excessives. Au cours de l'année dernière, le Conseil exécutif fédéral a réexaminé le système de formation des prix ainsi que ses relations avec la nouvelle Constitution²¹. Comme les tendances inflationnistes n'ont pas manifesté de signes de fléchissement en 1974 et au début de 1975, les autorités ont encouragé la mise en œuvre de mesures de surveillance et de contrôle des prix plus rigoureuses à tous les niveaux d'administration.

Les efforts visant à contenir la spirale inflationniste ont aussi été intensifiés du côté des revenus. En avril 1975, un accord inter-république sur la politique des revenus a été signé; contrairement aux accords précédents, celui-ci ne contenait aucune formule ou critère spécifique relatif à la répartition des revenus. Son principal but était de maintenir le taux de croissance des salaires dans les limites des progrès moyens de la productivité du travail dans chaque république. Les entreprises où la croissance de la productivité était supérieure à la moyenne et/ou qui bénéficiaient de conditions d'exploitation particulièrement favorables, ont été invitées à affecter des parts accrues de leur revenu total à la consommation collective, au réinvestissement ou à la constitution de réserves. Dans le même temps, les plafonds limitant les revenus des particuliers ont été supprimés dans les cas où des critères « objectifs » permettent d'évaluer les contributions individuelles à la production. Les diverses normes de détermination et de répartition des revenus ont en commun pour objet de réduire les écarts de salaires injustifiés résultant de différences dans les conditions d'exploitation, les positions sur le marché, l'intensité capitaliste, les rentes économiques, etc. On considère que ces écarts sont à l'origine de pressions qui tendent à faire monter les salaires et les prix dans les secteurs « défavorisés », et constituent par conséquent un facteur puissant d'inflation persistante.

20 En 1975, un tiers environ des prix à la production n'était pas soumis à contrôle et pouvait être déterminé au niveau de l'entreprise; un autre tiers était assujéti à des ajustements fondés sur des formules automatiques liées aux cours du marché mondial ou résultant de propositions d'ajustement formulées conjointement par les producteurs et les consommateurs industriels; les autres, enfin, étaient soumis au contrôle direct des autorités aux échelons de l'État fédéral, de la république ou de la province et de la commune.

21 Dans l'esprit des nouvelles dispositions constitutionnelles, la formation des prix doit de plus en plus incomber aux unités d'autogestion agissant de concert avec tous les consommateurs industriels et finals.

Le contrôle des investissements

Comme la forte vague d'investissements risquait de provoquer des goulets d'étranglement en certains points et représentait une charge pour la balance des paiements, des mesures ont été progressivement prises pour la contenir. Ceux qui se proposaient de lancer des projets d'investissement dans des secteurs « non économiques » (notamment services sociaux et installations administratives) ont été invités à effectuer un dépôt préalable représentant 50 % du coût de l'investissement. Des mesures ont aussi été prises pour les investissements des entreprises, non seulement pour faire face à la situation conjoncturelle mais aussi en vue d'atteindre des objectifs à moyen terme. Tous les nouveaux projets d'investissement ont été soumis à une procédure d'inscription centralisée (mais non à un régime d'autorisation préalable). Les investisseurs sont tenus de fournir des pièces précisant la source de leurs fonds et démontrant que ceux-ci sont suffisants, tandis que les banques commerciales se voient interdire de donner des garanties financières et d'ouvrir de nouvelles lignes de crédit au-delà de leurs possibilités de prêts. D'autre part, un ensemble de mesures législatives de nature à avoir une grande importance à moyen terme redéfinit le revenu des entreprises de manière à en exclure les comptes à recevoir qui ne sont pas couverts par des garanties bancaires, et prévoit des méthodes plus appropriées d'évaluation des stocks et d'amortissement du capital fixe sur la base du remplacement plutôt que sur celle du coût d'origine.

L'application intégrale dans la pratique de ces principes nouveaux pourrait avoir d'importantes conséquences sur certains problèmes récurrents de l'économie yougoslave — notamment sur la tendance des entreprises à faire des investissements et à répartir des salaires excessifs par rapport aux ressources dont elles disposent effectivement, ainsi que sur le phénomène connexe que constitue l'accumulation de crédits interentreprises considérables et auquel on se réfère souvent en parlant du problème du manque de liquidité. Au stade actuel de développement du pays, la propension foncière à investir est naturellement forte. Elle est probablement renforcée encore par la grande décentralisation des décisions d'investissement²² étant donné qu'au niveau politique régional on voit dans les nouvelles installations productives la réponse aux problèmes de chômage local. Le fait que des banques commerciales ont été créées et sont gérées par des groupes d'entreprises et d'autres organismes non gouvernementaux explique en partie l'offre abondante et les conditions peu rigoureuses du crédit bancaire à l'investissement²³. Il en résulte que les investissements représentent un pourcentage particulièrement élevé du PNB. Bien que les comparaisons internationales soulèvent beaucoup de difficultés statistiques et autres, il est intéressant de noter que (dans l'optique des comptes nationaux normalisés) le pourcentage ainsi atteint est comparable à celui de certains pays européens industrialisés de l'OCDE dont la propension à investir est particulièrement forte.

Étant donné la forte propension à investir, la question des fonds disponibles après paiement des impôts pour être répartis entre les salariés pose un problème permanent. Toute méthode susceptible de réduire cette antinomie au niveau de l'entreprise individuelle, risque d'être appliquée — amortissement insuffisant, majoration des prix de vente accompagnée d'une accumulation de « créances douteuses », évaluation généreuse des stocks, etc. L'antinomie ne peut évidemment pas

22 Des procédures spéciales de « mise en commun de fonds » ont été élaborées pour les grands projets d'investissement qui dépassent les possibilités de collectivités locales ou d'entreprises agissant individuellement.

23 Il a été officiellement reconnu que les entreprises, en qualité d'emprunteur net auprès des banques, ont naturellement intérêt à maintenir le coût des avances aussi bien que les taux d'intérêt créditeurs à un niveau peu élevé. Des dispositions législatives en préparation ont pour objet d'assurer la représentation de groupes ayant des intérêts opposés (notamment des ménages et de certaines associations) au conseil d'administration des banques.

Tableau 15 Part de l'investissement dans le PIB
 Dans l'optique de la comptabilité nationale normalisée, aux prix courants

Pourcentage du PIB	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
1 Investissement fixe	25.6	27.0	26.9	28.4	27.5	26.2	24.1	24.8
2 Formation de stocks	4.8	3.0	4.8	7.5	9.3	5.2	9.0	12.2
3 Investissement brut total	30.4	30.0	31.7	35.9	36.8	31.4	33.1	37.0
4 Exportation nette de biens et services	-1.4	-1.5	-1.6	-4.8	-5.7	-2.0	-3.3	-8.6
5 Revenu net en provenance de l'étranger	0.2	0.4	0.9	2.3	3.3	4.5	5.5	4.6
6 Epargne nationale (= 3+4+5)	29.2	28.9	30.9	33.4	34.4	33.8	35.4	33.0
7 Epargne nationale en pourcentage du PNB	29.1	28.7	30.6	32.7	33.3	32.3	33.6	31.6

Source: Memorandum de la Yougoslavie à l'OCDE — cf. Annexe Statistique.

disparaître au niveau global de l'économie et elle tend à se « résoudre » par le biais d'un taux élevé d'inflation. Il semblerait donc que l'application de règles comptables plus rigoureuses ainsi qu'un contrôle plus étroit du crédit permettrait dans une large mesure de s'attaquer à une des causes permanentes de l'inflation en Yougoslavie.

III PERSPECTIVES ET PROBLÈMES DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Objectifs et intentions des pouvoirs publics pour 1976

Il ressort des intentions des pouvoirs publics pour 1976 que l'objectif de croissance sera dans une certaine mesure subordonné à celui du redressement de la balance extérieure. Le plan officiel pour 1976 prévoit un accroissement de 5.5 % du produit social en termes réels mais ses auteurs soulignent que la réalisation de cet objectif dépendra largement de la mesure dans laquelle on sera parvenu à empêcher le déficit de la balance courante de dépasser le cap du milliard de dollars. On prévoit que le volume des exportations de marchandises s'accroîtra de 6 % ce qui permettrait aux importations de progresser en volume de 3 % environ et implique par conséquent que l'expansion de la demande intérieure soit continue. La croissance envisagée du produit social est un peu inférieure à la moyenne à moyen terme et l'accélération par rapport à 1975 tient exclusivement à la reprise escomptée de la production agricole. On estime que, si la production non agricole s'accroît à peu près au même rythme que l'an dernier, l'emploi dans le secteur social progressera de 3 % et que, de ce fait, la productivité après un léger recul en 1975 enregistra une amélioration. La Résolution sur la politique économique de 1976 indique qu'il est hautement prioritaire de confirmer le récent ralentissement de l'inflation et de maintenir la progression des salaires réels dans les limites des progrès de productivité, mais elle ne contient pas de projections ni d'objectifs quantitatifs en ce qui concerne l'évolution des prix et des salaires. Il est bien précisé que les augmentations de prix attendues se devraient plus être prises en considération dans les négociations relatives au relèvement des salaires nominaux. Les salaires seront ajustés périodiquement (tous les six mois) de manière à compenser les

hausse des prix *passées* et, pour déterminer le montant des salaires que les entreprises considérées individuellement sont en mesure de verser, on se fondera sur les résultats qu'elles ont effectivement obtenus dans le *passé* et non sur ceux qui sont prévus pour l'avenir.

D'après les prévisions, la demande intérieure totale doit augmenter un peu moins que le produit social (voir tableau 1). On escompte que la consommation privée en volume progressera sensiblement plus vite que l'an dernier en partie à cause du ralentissement présumé de la hausse des prix à la consommation et du meilleur résultat des récoltes. La part de la consommation collective dans l'utilisation intérieure des ressources devrait diminuer. L'investissement fixe total devrait s'accroître un peu moins vite qu'en 1975 mais il est probable que la construction de logements s'accélénera. Il apparaît que l'accumulation des stocks sera bien moins importante que l'an dernier.

La Résolution expose les types de mesures destinées à réaliser les objectifs fondamentaux retenus pour 1976. Mais les politiques adoptées tiendront également compte de considérations à moyen terme et en particulier de la mise en œuvre progressive des principes inscrits dans la nouvelle Constitution et des directives du plan à moyen terme pour la période 1976-1980 qui doit être définitivement mis au point d'ici l'été. La Résolution sur la politique économique écarte expressément toute mesure générale de stimulation de la demande en 1976 malgré la situation difficile du marché de l'emploi et l'accumulation de stocks de produits finis. On prévoit ainsi que la croissance du crédit et de la masse monétaire sera parallèle à la progression en termes nominaux du produit social. Le rôle que jouera la Banque Nationale dans l'octroi sélectif de crédits l'amènera peut-être encore à accorder des facilités spéciales de réescompte non seulement en faveur des secteurs de l'exportation et de l'agriculture mais également pour faciliter les ventes de biens d'équipements et de navires sur les marchés intérieurs et le cas échéant aussi pour d'autres produits. En outre, les banques commerciales devront stipuler, dans les accords qu'elles passeront entre elles, des principes directeurs assez rigoureux prévoyant les apports de crédit aux secteurs prioritaires. L'ajustement sélectif des conditions du crédit à la consommation, auquel on a eu largement recours au second semestre de 1975, doit fortement contribuer à soutenir les ventes de biens de consommation durables en 1976. D'autre part, on notera avec intérêt que, pour mobiliser les moyens de financement privés au profit du secteur de la construction de logements, il est actuellement envisagé d'indexer les dépôts d'épargne affectés à cet objet.

Les pouvoirs publics ne se proposent pas d'utiliser des modifications délibérées de la politique budgétaire pour agir sur le niveau de la demande globale. Il est prévu que le budget fédéral de 1976 augmentera à peu près au même rythme que le produit social nominal mais, comme les recettes courantes devraient progresser plus vite que les dépenses (22 % contre 19 %), on escompte que le déficit avant opérations d'emprunt diminuera. Toutefois, étant donné le calendrier actuel du remboursement de la dette, le recours aux avances de la Banque Nationale se développera sans doute encore. En ce qui concerne la consommation publique totale, on s'attend que les accords intergouvernementaux stipuleront le principe d'une augmentation des dépenses inférieure à celle du produit social nominal²⁴; l'adoption de méthodes comptables plus rationnelles au niveau des administrations locales devrait permettre de mieux actualiser le contrôle des dépenses. Il semble res-

24 La Résolution sur la politique économique stipule une augmentation nominale maximale de la consommation générale et collective qui correspond à l'accroissement du produit social réel entre 1975 et 1976 augmenté du report de hausse des prix de 1975 et de 60% de la nouvelle hausse de prix enregistrée en 1976. Toutefois cet objectif sera peut-être révisé car il impliquerait en termes réels une diminution substantielle de ces dépenses si l'on tient compte du taux actuel de l'inflation et du fait que les augmentations de salaires sont supérieures à 20%.

sortir de la Résolution sur la politique économique que des allègements fiscaux pourraient être largement utilisés pour modérer les hausses de prix. Une diminution des droits et des impôts est également envisagée pour encourager la construction de logements, secteur relativement important pour l'emploi.

Compte tenu de la tendance à une décentralisation accrue de la politique économique, on s'attend que les accords passés entre les Républiques ainsi que les contrats sociaux jouent un rôle plus important dans l'élaboration et la mise en œuvre de cette politique. Les autorités fédérales s'efforceront de favoriser l'adoption dans les contrats sociaux de principes directeurs en matière de prix et de revenus et d'inciter les Républiques et les collectivités locales à surveiller les prix de plus près. Elles encourageront également la conclusion de contrats inter-sectoriels pour la mise en commun de fonds destinés à de grands projets d'investissement. D'autre part l'application progressive de la réforme de la comptabilité des entreprises (voir page 30) devrait réduire la mise en distribution de salaires excessifs et avoir, de façon générale, un effet salubre sur la discipline financière des entreprises.

La dimension du déficit extérieur courant et, en particulier, le déséquilibre croissant des échanges extérieurs avec les pays Membres de l'OCDE sont considérés comme les principales contraintes qui pèsent sur la politique économique. A supposer que les exportations de marchandises s'accroissent, comme prévu, de 6 %, on estime que des efforts spéciaux visant à empêcher les importations d'augmenter de plus de 3 % environ pourraient encore être nécessaires. Du fait des incertitudes qui planent sur l'évolution des exportations, on envisage la nécessité de revoir la politique d'importation en fonction des résultats obtenus à l'exportation. Il est prévu que les entreprises exportatrices pourront plus facilement se procurer des devises et qu'elles bénéficieront de ristournes accrues au titre des droits versés sur les moyens de production importés. De plus, une révision des tarifs douaniers actuellement en préparation fera jouer aux droits de douane, un rôle plus important en faveur des objectifs du développement.

Perspectives à court terme

Du fait de l'amélioration des résultats de l'économie au second semestre de l'an dernier, il semblerait que certains des principaux objectifs fixés pour 1976 pourraient être atteints sans modification notable des politiques en vigueur. La diminution de la production non agricole intervenue en 1975, qui était largement imputable à la forte baisse de la demande d'importation des pays de l'OCDE, a été relativement de courte durée et a fait place à une nette reprise dans les derniers mois de l'année. La croissance de 6 % de la production industrielle, officiellement prévue pour 1976, pourrait être réalisée même si le taux d'expansion entre la fin de 1975 et la fin de 1976 était sensiblement inférieur à celui qui a été enregistré depuis l'été dernier. Par conséquent, à supposer que les récoltes soient normales, l'hypothèse d'une croissance de 5½ % du produit social semble tout à fait plausible. On peut aboutir à des conclusions analogues en ce qui concerne les grandes composantes de la demande intérieure. L'investissement fixe total se développera sans doute assez rapidement, encore qu'à un rythme inférieur à celui de 1975 du fait des mesures adoptées l'été dernier pour renforcer le contrôle des dépenses en capital et de la situation financière des entreprises. Il semble en fait, que la progression des investissements qui avait été forte précédemment, ait marqué un certain ralentissement vers la fin de l'année. Il paraît également vraisemblable d'escompter qu'en termes réels la consommation privée s'accroîtra plus rapidement cette année. Jusqu'à l'automne dernier, les ventes au détail (en volume) se maintenaient à un niveau inférieur à celui de l'année précédente, mais elles ont depuis

lors marqué un redressement et enregistraient un accroissement de 2 % d'une année sur l'autre au dernier trimestre de 1975. Toutefois, la vigueur de la consommation privée en 1976 reste soumise à certaines incertitudes qui tiennent en particulier à l'évolution de l'emploi salarié, des prix à la consommation et des transferts privés en provenance de l'étranger.

L'an dernier, l'emploi dans le secteur social s'est accru à un rythme étonnamment rapide si l'on se réfère à celui de la croissance de la production. Mais l'évolution au cours de l'année (voir graphique 1) tend à corroborer l'opinion des autorités qui prévoient un accroissement plus modéré en 1976, de l'ordre de 120 à 140 000 postes au lieu de 240 000 en 1975. L'importance de l'augmentation du chômage dépendra en grande partie du nombre de travailleurs revenant de l'étranger. On peut espérer que la reprise en cours dans les pays d'immigration, si elle n'a pas d'effets immédiats importants sur leurs marchés du travail respectifs, permettra cependant d'éviter que les travailleurs reviennent en Yougoslavie en plus grand nombre encore que l'an dernier. Il paraît néanmoins probable que le chômage enregistrera une nouvelle hausse sensible même si la progression de l'emploi est un peu supérieure aux prévisions officielles.

Étant donné le net ralentissement des hausses de prix qui s'est produit au second semestre de 1975 et au début de 1976, il ne fait guère de doute que le taux moyen de l'inflation sera plus faible cette année. Toutefois, de vigoureuses pressions inflationnistes continuent de s'exercer et les augmentations de salaires, en particulier, sont de l'ordre de 20 %. Les effets favorables de la baisse des prix mondiaux des matières premières cesseront sans doute de se faire sentir dans les premiers mois de 1976 et, sur la base de projections actuelles, on peut s'attendre à une augmentation modérée au cours de l'année. Mais toutes les mesures visant à restreindre le volume des importations pour des raisons de balance des paiements ne sauraient manquer d'exercer une pression tendant à faire monter les prix intérieurs. À supposer même que les récoltes soient relativement satisfaisantes, il n'est donc pas très sûr que le ralentissement de la hausse des prix enregistrée depuis le milieu de l'an dernier se poursuivra tout au long de 1976.

Il est évident que les perspectives d'évolution des exportations sont bien meilleures qu'il y a un an, surtout parce que les importations des pays Membres de l'OCDE, qui avaient fortement diminué, ont repris depuis l'automne dernier. En fait, les exportations en volume s'étaient redressées dès les derniers mois de 1975. Elles devraient normalement bénéficier pendant un certain temps du processus de reconstitution des stocks en cours dans certains grands pays, étant donné la proportion importante des demi-produits dans l'ensemble des exportations yougoslaves. Compte tenu des perspectives actuelles d'évolution des échanges internationaux en 1976, l'objectif de 6 % assigné à l'augmentation en volume des exportations semblerait tout à fait réalisable. On peut toutefois s'interroger sur la validité de la projection des importations qui présente, certes, davantage le caractère d'un objectif normatif que d'une prévision. La croissance de 3 % en termes réels dont fait état les projections relatives aux importations semblerait en accord avec les tendances récentes, encore que l'élasticité implicite par rapport à la production ou à la demande finale totale soit très faible si l'on se réfère aux résultats enregistrés dans le passé. Quoi qu'il en soit, il n'est pas absolument certain qu'en l'absence de restrictions plus rigoureuses, le niveau retenu comme objectif ne risque pas d'être dépassé. Le mouvement de repli très marqué des importations alimentaires et agricoles observé en 1975, s'inversera sans doute en partie cette année, étant donné la médiocrité des récoltes de certaines denrées de base. En outre, la constitution de « stocks de réserve » en 1974 avait eu sur le niveau des importations de l'an dernier, des effets modérateurs qui ne se renouvelleront pas. Ainsi, en dépit des perspectives d'évolution favorable des exportations, on peut craindre que le déficit commercial ait encore tendance à s'accroître. En revanche, il semble que l'on puisse

raisonnablement s'attendre à un nouvel accroissement modéré des recettes invisibles nettes.

Problèmes de politique économique

Les responsables de la politique économique menée au cours des deux dernières années peuvent se flatter de résultats non négligeables. La production et l'emploi ont progressé, même en 1975, à des rythmes relativement satisfaisants alors que la récession mondiale se faisait pleinement sentir, et l'investissement fixe a continué d'augmenter rapidement. La forte hausse des prix du commerce mondial et la vigueur de l'expansion intérieure avaient considérablement accru le déficit extérieur courant en 1974 et accéléré les hausses de prix au risque de compromettre le processus de croissance économique. Mais des progrès sensibles ont été réalisés l'an dernier sur ces deux fronts de sorte que, au début de 1976, la production progressait relativement vite, le déficit courant était plus faible et le rythme de l'inflation plus lent. Toutefois, de délicats problèmes d'équilibre financier extérieur et intérieur continuent de peser sur l'avenir et ils sont rendus encore plus ardues par l'augmentation du nombre déjà élevé des demandeurs d'emploi. Ces problèmes ne sauraient être exclusivement envisagés dans une perspective à court terme, surtout s'agissant d'un pays qui se trouve au stade de développement économique de la Yougoslavie.

Ces deux dernières années, l'emploi salarié a beaucoup augmenté mais le nombre des chômeurs inscrits s'est aussi accru rapidement. Cette évolution peut dans une large mesure s'expliquer par le flux persistant de main-d'œuvre qui quitte l'agriculture, un chômage occulte se transformant ainsi en un chômage manifeste. Cependant, le retour des travailleurs émigrés a posé en termes aigus le problème du chômage. Même lorsque les économies d'Europe occidentale auront achevé leur redressement, il semble peu probable que l'émigration de travailleurs puisse reprendre à grande échelle. Par conséquent, il importera plus encore que dans le passé d'atteindre un taux de croissance de la production élevé de sorte que la nécessité de régler le problème permanent de l'inflation ne s'en fera que plus pressante. La persistance de hausses de prix de l'ordre de 15 à 20 % et les anticipations inflationnistes qu'elles impliquent compromettraient les chances de soutenir durablement un rythme de croissance rapide en affaiblissant la compétitivité extérieure de l'économie, en réduisant la propension à épargner spontanément et en faussant les bases des calculs économiques. De telles hausses de prix compliqueraient aussi considérablement le problème de l'ajustement des prix relatifs intérieurs.

Ce n'est pas la première fois que les pouvoirs publics cherchent à avantager les prix agricoles, et les prix des produits de base et de l'énergie par rapport aux prix des industries de transformation et de certains services. C'est un objectif analogue que visaient notamment les réformes économiques fondamentales adoptées au milieu des années 60, ce qui donne à penser que des facteurs permanents entrent en jeu. Au tout début du processus de développement, la hausse des prix relatifs des produits manufacturés était inévitable pour permettre de réaliser une certaine « accumulation primitive » aux dépens des agriculteurs qui constituaient alors la grande majorité de la population active. Par la suite toutefois, une telle hausse des prix relatifs ne se justifiait plus d'un point de vue économique et bien moins encore après le renversement de la tendance mondiale des termes de l'échange au profit de l'énergie et de certains produits de base. Mais alors que les mesures de contrôle des prix pesaient surtout sur les prix des produits alimentaires, de l'énergie et des matières de base, c'est dans le secteur des industries de transformation et dans certains services urbains que la spirale des salaires et des prix s'est développée presque sans entrave. Pour remporter des succès durables dans la lutte contre l'in-

flation, il faudra empêcher la surchauffe de l'ensemble de l'économie ou de ses principaux secteurs; ainsi, la politique monétaire continuera-t-elle de jouer un rôle important. Mais, dans la situation particulière de la Yougoslavie il semble indispensable d'adopter un certain type de politique des prix et des revenus. Les pouvoirs publics dans leur politique générale, réservent actuellement une place considérable aux divers types de « contrats sociaux ». Il y aurait lieu de tirer pleinement parti des possibilités qu'ils offrent pour parvenir à un freinage progressif et simultané du rythme de la hausse des prix et des salaires nominaux. On peut considérer comme un premier pas dans cette voie les accords conclus récemment et posant en principe que les règlements de salaires ne devraient en aucune manière tenir compte de hausses de prix escomptées pour l'avenir.

A supposer que l'on parvienne à modérer les hausses de prix et de salaires, le problème de l'emploi n'en restera pas moins délicat, sa solution requérant non seulement une croissance économique rapide mais probablement aussi certains changements dans la structure des investissements. Ainsi qu'il était indiqué dans l'Étude de l'an dernier, il y aurait lieu de réexaminer le degré d'intensité capitalistique dans le secteur de la production, d'autant qu'il est peu probable que se retrouvent dans un avenir prévisible, les possibilités considérables qu'offrait dans le passé l'émigration des travailleurs. Dans la deuxième partie de la présente étude, on a fait observer que les investissements représentent un pourcentage relativement élevé du PIB et certaines indications donnent à penser que les responsables de la politique économique ont donné la préférence aux méthodes et aux secteurs de production à forte intensité de capital ou que ceux-ci ont été favorisés par des relations inappropriées entre les prix des facteurs. Pourtant, c'est le capital et non la main-d'œuvre qui est le facteur de production rare en Yougoslavie. Les mesures gouvernementales actuelles favorisent l'expansion de secteurs à forte intensité de main-d'œuvre, comme la construction de logements, les services privés et certains types de production agricole; d'autre part, de façon très compréhensible, l'action des pouvoirs publics ne cherche pas à développer beaucoup dans le proche avenir plusieurs branches des industries manufacturières légères où il existe des capacités inemployées très importantes. Mais le problème des méthodes de production à fort coefficient de capital ou de travail se pose aussi à l'intérieur même de chaque secteur de production. La réglementation insuffisamment rigoureuse de la comptabilité des entreprises et le niveau des taux d'intérêt qui, en termes réels, ont été fortement négatifs pendant ces dernières années d'inflation accélérée, ont presque en permanence été à l'origine d'un excès de la demande d'investissement en équipements et en stocks, et ont subventionné de façon importante la formation de capital. Cette tendance a sans doute constitué une source importante de gaspillage et d'inefficacité et, de façon plus générale, a faussé les données du calcul qu'implique le choix entre une plus forte amélioration de la productivité et une augmentation de l'emploi. L'application effective des règles de comptabilité plus rigoureuses adoptées récemment, conjuguées à un contrôle satisfaisant du crédit bancaire, peut contribuer à corriger ces distorsions. Mais il semblerait approprié aussi de relever nettement le niveau des taux d'intérêt réels (de préférence en réduisant le taux de l'inflation) et de prévoir, pour certains cas particuliers, des bonifications de taux explicites.

Bien qu'il semble que l'on puisse s'attendre à une nouvelle diminution du déficit extérieur courant en 1976, la balance des paiements continuera pendant un certain temps de faire peser une lourde contrainte sur les mesures en faveur de la croissance. En outre, la distorsion de la structure régionale des exportations, qui est intervenue ces dernières années, présente des inconvénients économiques indéniables du fait que la part accrue qui revient aux échanges bilatéraux a simultanément réduit la liberté de choix pour les importations et créé probablement des difficultés d'adaptation sectorielle. Il sera naturellement très avantageux pour la

Yougoslavie que la croissance des échanges internationaux reprenne un rythme élevé et que la situation des marchés étrangers lui permette de tirer pleinement parti de ses avantages comparatifs. Mais des mesures prises à l'intérieur peuvent aussi jouer un rôle important pour favoriser un développement durable des exportations. Il est certain que les mesures de lutte contre l'inflation présentent un intérêt considérable mais les arrangements spéciaux avec des firmes étrangères en vue de la production de biens exportables que les pouvoirs publics cherchent à encourager peuvent aussi être extrêmement utiles. Quant aux importations, un certain degré de contrôle paraît inévitable au stade actuel de développement économique du pays, mais il y aurait peut-être lieu de recourir à des formules générales et souples plutôt qu'à des mesures spécifiques pour contenir les importations. On peut ajouter, au sujet de la balance des paiements, que le faible niveau des taux d'intérêt intérieur risque de favoriser les sorties de capitaux; il est d'ailleurs difficile de voir pourquoi le même taux d'intérêt rémunère les dépôts en dinars et les dépôts libellés en devises.

En vertu des principes de la Constitution révisée, d'importantes réformes institutionnelles sont actuellement en cours pour favoriser la décentralisation des prises de décisions dans de nombreuses sphères de la société yougoslave. Dans le secteur économique, le développement de la décentralisation s'accompagne d'efforts visant à favoriser le jeu des forces du marché. Ce processus devrait contribuer à améliorer l'efficacité moyenne de l'économie mais il suppose un accroissement, et non une diminution du rôle de l'orientation centrale de l'économie par des méthodes indirectes et globales. Il renforce par exemple, l'importance de la politique monétaire dont les instruments devront sans doute être encore perfectionnés et affinés. Bien que les institutions nationales varient beaucoup suivant les pays, les problèmes fondamentaux de la gestion économique, du développement et de l'affectation des ressources présentent suffisamment de points communs pour que les résultats des initiatives nouvelles prises par la Yougoslavie dans le domaine économique soient suivis avec beaucoup d'intérêt dans les autres pays.

PAGE BLANCHE

ANNEXE STATISTIQUE

Tableau A **Produit social (concepts et définitions yougoslaves)**
Millions de dinars

	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
<i>Aux prix courants</i>									
Dépenses des consommateurs	50 510	56 897	61 921	71 706	86 305	110 514	137 025	168 877	220 187
Consommation collective	8 137	10 008	11 689	13 409	14 689	17 508	21 286	26 708	35 962
Formation brute de capital fixe	26 616	30 283	35 044	41 049	51 723	64 651	73 977	85 502	117 387
Variations des stocks	12 410	5 736	3 913	7 297	13 638	21 983	14 500	31 957	57 827
Balance extérieure	-1 169	-2 258	-2 778	-3 459	-9 723	-15 043	-8 024	-14 550	-44 698
Exportations de biens et services	20 439	21 476	22 308	26 264	30 381	40 575	56 026	72 278	95 128
Importations de biens et services	21 608	23 734	25 086	29 723	40 104	55 618	64 050	86 828	139 826
Écart statistique	2 546	3 044	2 183	1 958	575	4 863	6 631	7 832	20 624
Produit social	99 052	103 710	111 972	131 960	157 207	204 476	245 395	306 395	407 289
<i>Aux prix de 1966</i>									
Dépenses des consommateurs	50 510	54 209	56 147	60 547	65 641	71 529	75 100	77 170	83 190
Consommation collective	8 137	8 957	9 599	10 463	10 846	11 095	11 500	12 030	12 930
Formation brute de capital fixe	26 616	28 344	30 625	32 521	38 250	40 718	42 100	43 250	47 143
Variations des stocks	12 410	5 658	3 639	6 451	10 616	14 228	10 600	12 700	17 000
Balance extérieure	-1 169	-2 260	-2 767	-3 279	-5 289	-10 628	-5 116	-7 500	-14 042
Exportations de biens et services	20 439	21 348	22 625	25 524	27 078	28 824	37 576	40 800	41 208
Importations de biens et services	21 608	23 758	24 986	28 173	35 179	39 276	42 692	48 300	55 250
Écart statistique	2 546	6 668	8 409	9 941	3 662	7 729	6 607	10 202	14 696
Produit social	99 052	101 576	105 652	116 644	123 726	134 671	140 791	147 852	160 917

Source: Renseignements communiqués directement à l'OCDE.

Tableau B Produit national et dépenses (concepts et définitions standardisés)
Millions de dinars, aux prix courants

	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
Dépenses des consommateurs en biens et services	56 512	63 406	69 238	79 944	95 593	121 722	151 687	187 146	244 100
Dépenses courantes de l'État en biens et services	17 607	20 107	23 000	26 054	30 484	36 686	45 290	52 742	74 300
Formation brute de capital fixe	26 616	30 283	35 044	41 049	51 723	64 651	74 107	85 324	117 400
Variations des stocks	12 410	5 736	3 913	7 297	13 638	21 983	14 702	31 957	57 800
Exportations de biens et services	21 155	22 184	23 212	27 383	31 841	42 909	59 206	76 436	101 100
moins: Importations de biens et services	21 965	23 852	25 191	29 894	40 494	56 291	64 996	87 951	142 000
Écart statistique	-431	604	755	1 034	-867	3 651	3 166	8 010	20 000
Produit intérieur brut aux prix du marché	111 904	118 468	129 971	152 867	181 918	235 311	283 162	353 664	472 700
Revenus en provenance du reste du monde	895	1 250	1 628	2 724	5 728	10 024	15 411	23 098	26 710
Revenus versés au reste du monde	950	1 034	1 085	1 290	1 610	2 236	2 818	3 778	4 800
Produit national brut aux prix du marché	111 849	118 684	130 514	154 301	186 036	243 099	295 755	372 530	494 610
Impôts indirects	8 235	10 017	11 504	12 628	15 864	22 041	27 279	29 239	58 070
Subventions	1 099	977	991	935	1 287	2 790	7 015	8 194	12 280
Produit national brut au coût des facteurs	104 713	109 644	120 001	142 608	171 459	223 848	275 491	351 485	448 820
Amortissement et provisions pour autres opérations	8 370	9 845	12 041	14 238	16 644	21 180	27 979	36 290	50 840
Produit national net au coût des facteurs	96 343	99 799	107 960	128 370	154 815	202 668	247 512	315 195	397 980

Source: Renseignements communiqués directement à l'OCDE.

Tableau C **Produit brut au coût des facteurs par branches d'activité**
Millions de dinars, aux prix courants

	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
Agriculture, sylviculture et pêche	26 004	25 014	23 310	27 129	29 612	37 346	43 273	59 250	70 900
Industries extractives	3 240	3 217	3 425	3 460	4 103	5 503	6 860	8 900	13 740
Industries manufacturières	30 805	30 293	33 954	39 086	48 590	63 889	77 570	98 514	130 020
Électricité, gaz et eau	2 702	3 136	3 401	3 779	4 411	5 477	6 891	8 450	9 500
Construction	9 826	11 550	13 348	15 180	19 490	25 108	29 888	33 600	43 750
Transports et communications	7 001	7 588	8 108	9 463	12 391	16 281	19 254	23 600	28 400
Commerce de gros et de détail	9 006	10 442	12 391	14 325	17 367	23 501	27 193	33 150	42 000
Revenu de la banque, des assurances et des propriétés non bâties	1 601	1 792	1 980	2 432	2 811	3 666	4 846	6 500	7 600
Propriétés de maisons d'habitation	735	829	1 036	1 230	1 464	1 860	2 300	3 000	3 600
Administration publique et défense	4 995	5 529	6 217	6 951	7 762	9 611	11 757	15 000	23 500
Santé et enseignement	5 636	6 373	7 314	8 684	10 416	13 209	16 476	19 700	26 983
Services divers	4 012	4 491	5 687	6 654	8 646	11 003	13 672	18 040	27 317
Produit intérieur brut au coût des facteurs	104 768	109 428	119 458	141 174	167 341	216 060	259 980	327 704	426 910
Paiement net de revenus dus aux facteurs de production par le reste du monde	-55	216	543	1 434	4 118	7 788	12 593	19 320	21 910
Produit national brut au coût des facteurs	104 713	109 644	120 001	142 608	171 459	223 848	275 491	351 485	448 820
Ajustement	-795	-826	-713	2 801	278	-394	2 918	4 461	—

Source: Renseignements communiqués directement à l'OCDE.

Tableau D Formation brute de capital fixe
Millions de dinars, aux prix courants

	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
TOTAL	30 620	35 698	42 266	53 103	65 623	75 079	86 732	119 254
Secteur privé	5 795	6 589	7 423	9 657	13 064	16 281	22 304	28 375
Secteur socialisé	24 825	29 109	34 843	43 446	52 559	58 798	64 428	90 879
<i>par types d'activités:</i>								
Productrices	22 273	25 979	31 217	37 565	46 537	52 245	59 721	81 531
Non-productrices	8 347	9 719	11 049	15 538	19 086	22 834	27 011	37 723
<i>par branches d'activité:</i>								
Agriculture et forêts	2 530	2 912	3 299	3 818	4 722	5 687	8 282	11 078
Industrie	11 171	12 662	13 599	16 372	21 217	24 443	26 310	39 529
Construction	728	881	1 365	1 642	2 049	2 563	2 722	4 881
Transports	4 123	5 240	7 237	8 393	9 103	9 995	12 803	14 620
Commerce, restaurants et tourisme	2 537	3 175	4 274	5 791	7 291	6 464	5 818	7 457
Logement et activités communales	7 182	8 276	9 474	12 438	15 332	18 512	23 092	31 060
Autres branches d'activité	2 349	2 552	3 018	4 649	5 909	7 415	7 705	10 629
<i>par genres d'investissements:</i>								
Machines et équipements	12 419	13 804	16 765	20 162	24 992	28 297	33 867	47 802
d'origine nationale	7 009	7 862	9 620	11 742	13 840	16 525	18 894	27 091
d'importation	5 410	5 942	7 145	8 420	11 152	11 772	14 973	20 711
Travaux de construction	16 478	19 582	22 901	30 392	38 219	43 456	47 577	64 962
Divers	1 723	2 312	2 600	2 549	2 412	3 326	5 288	6 490

NOTE Les chiffres comportent les dépenses sur les avoirs déjà existants et indiquent la valeur des investissements effectivement réalisés indépendamment des dates de leur remboursement.
Source: Renseignements communiqués directement à l'OCDE.

Tableau E Le revenu national et le compte des particuliers (concepts et définitions yougoslaves)
Millions de dinars

	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
Revenu national:							
Traitements et salaires nets des salariés et employés des entreprises productrices et production pour leur propre consommation des producteurs individuels	50 126	59 173	70 798	89 229	107 113	128 305	166 050
Impôts sur le revenu et cotisations de Sécurité sociale	17 404	20 981	24 625	29 688	35 437	42 958	62 334
Intérêt et impôts à la charge des entreprises	21 073	25 493	29 813	36 284	45 879	59 359	71 610
Accumulation des entreprises productrices et des producteurs individuels	12 969	14 043	17 599	30 937	32 530	44 927	63 356
Revenu national	101 573	119 690	142 835	186 138	220 959	275 549	363 350
<i>plus: Amortissements</i>	10 399	12 270	14 372	18 338	24 436	30 777	43 939
Produit social	111 972	131 960	157 207	204 476	245 395	306 326	407 289
Compte des particuliers:							
Traitements et salaires nets des salariés et employés des entreprises productrices et production pour leur propre consommation des producteurs individuels	50 126	59 173	70 798	89 229	107 113	128 305	166 050
Traitements et salaires nets des salariés et employés des entreprises non-productrices	11 623	13 497	16 012	20 054	24 149	28 675	37 321
Prestations de Sécurité sociale et autres prestations sociales	10 461	12 448	14 556	18 146	23 688	30 338	38 329
Autres transferts intérieurs	304	894	781	964	1 067	800	1 268
Transferts nets en provenance de l'étranger	2 209	3 388	6 599	11 452	17 403	25 395	29 839
Total des revenus	74 723	89 400	108 746	139 845	173 420	213 513	272 807
Dépenses de consommation en biens et services du secteur productif	53 328	62 110	75 783	98 107	122 162	150 477	197 967
Auto-consommation de produits	8 593	9 596	10 522	12 407	14 863	18 400	22 220
Dépenses de consommation encaissées par le secteur non-productif	5 793	7 044	8 384	10 127	12 018	14 829	19 836
Épargne	7 009	10 650	14 057	19 204	24 377	29 807	32 784
Taux d'épargne (en %)	9.4	11.9	12.9	13.7	14.1	14.0	12.0

Source: SZZS, Statisticki Godisnjak.

Tableau F Agriculture

	Unité ou base	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
<i>Indices de la production agricole</i>	1951-55 = 100									
Total		176	174	167	183	175	187	184	197	209
Production végétale		186	177	166	190	167	180	179	195	199
Production animale		163	173	171	173	190	194	197	209	235
<i>Production de certains produits</i>										
Blé	Millions de t. métriques	4.6	4.8	4.4	4.9	3.8	5.6	4.8	4.8	6.3
Maïs	—	8.0	7.2	6.8	7.8	6.9	7.4	7.9	8.3	8.0
Betterave sucrière	—	4.0	3.7	2.9	3.6	2.9	3.0	3.3	3.3	4.3
Viande	Milliers de t. métriques	686	751	818	770	811	880	817	839	1 000
Bois en grumes	Millions de m ³	17.1	16.4	17.6	17.1	17.5	17.9	17.3	17.4	18.2
Nombre de tracteurs en service ¹	Milliers	51.0	55.9	61.7	68.2 ²	80.0	96.7	120.5	150.0	195.1
Consommation d'engrais	Milliers de t. métriques	2 190	2 141	1 918	1 820	1 678	1 747	1 821	1 919	1 942

1 A la fin de l'année.

2 Chiffres obtenus à partir d'un recensement des exploitations privées et non strictement comparables aux estimations se référant aux années antérieures.

Source: Renseignements communiqués directement à l'OCDE.

Tableau G Production industrielle

	Unité ou base	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975
<i>Indices de la production industrielle</i>		1970 = 100									
Total	Base original	78	77	82	92	100	110	119	126	139	147
	1953 = 100	86	84	88	93	100	108	110	117	124	130
Industries extractives		78	77	82	92	100	110	119	126	140	149
Industries manufacturières		76	76	82	91	100	108	121	132	150	157
Métallurgie de base		79	76	83	89	100	109	107	123	140	154
Transformation des métaux		60	61	71	86	100	117	132	146	169	178
Produits chimiques		91	88	91	96	100	107	118	125	135	142
Textiles		84	85	85	91	100	111	119	126	136	137
Alimentation, boissons, tabac											
<i>Production de certains produits</i>											
Électricité	Milliards de kWh	17.2	18.7	20.6	23.4	26.0	29.5	33.2	35.1	39.5	40.0
Lignite	Millions de t. métriques	28.2	25.6	25.9	25.8	27.4	29.8	30.3	31.9	33.0	35.0
Produits pétroliers	—	4.1	4.5	4.5	5.7	7.1	7.8	8.4	9.1	10.4	10.9
Minerai de cuivre	—	5.6	5.9	7.0	8.1	9.4	10.3	11.9	14.2	14.9	14.6
Minerai de plomb	Milliers de t. métriques	103	108	112	118	127	124	120	119	120	127
Minerai de zinc	—	85	90	95	97	101	99	97	97	95	103
Acier brut	Millions de t. métriques	1.9	1.8	2.0	2.2	2.2	2.4	2.6	2.7	2.8	2.9
Ciment	—	3.2	3.3	3.8	4.0	4.4	4.9	5.8	6.3	6.6	7.1
Machines à travailler les métaux ou le bois	Milliers de t. métriques	10.3	9.8	8.0	9.9	10.9	12.6	15.9	12.5	15.5	17.1
Machines pour la construction	—	16.9	13.1	15.4	23.4	26.8	28.4	28.0	34.4	34.6	34.6
Machines rotatives	—	13.9	13.1	14.5	15.3	21.5	26.0	26.8	30.7	34.3	39.8
Pâte à papier et cellulose	—	407	455	468	475	450	489	517	527	560	527
Cotonnades	Millions de m ²	416	478	401	415	390	391	374	361	365	376

Source: Renseignements communiqués directement à l'OCDE.

Tableau H Population active et emploi

	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975
	<i>Milliers</i>									
Population active (estimation en milieu d'année)	8 625	8 678	8 730	8 782	8 830	8 890	9 028	9 054	9 121	..
Nombre de personnes occupant un emploi rémunéré	3 582	3 561	3 587	3 706	3 850	4 034	4 210	4 306	4 514	4 758
Nombre de chômeurs recensés	265	291	327	316	290	290	315	382	448	540
Reste de la population active ¹	5 089	5 216	5 286	5 307	5 249	4 465	4 431	..	..	..
Émigration de travailleurs (nette)	26	27	57	124	240	674	..	..	..	..
Travailleurs yougoslaves employés en Allemagne ²	..	96	119	265	423	478	475	535	470	..
Emploi intérieur rémunéré par secteur:										
Secteur socialisé	3 491	3 466	3 487	3 622	3 765	3 944	4 115	4 213	4 423	4 667
Activités productrices	2 899	2 877	2 884	2 995	3 113	3 261	3 401	3 471	3 643	3 845
Activités non-productrices	592	589	603	627	652	683	714	742	780	822
Secteur privé	91	95	100	84	85	90	95	93	91	91
Emploi intérieur rémunéré par branches d'activité:										
dans l'agriculture	295	276	255	246	242	241	244	247	256	268
dans l'industrie	1 358	1 352	1 349	1 399	1 454	1 531	1 614	1 665	1 757	1 852
dans la construction	313	312	323	333	347	356	361	353	374	407
dans les transports et communications	246	249	253	260	269	280	292	298	306	321
dans le commerce	351	366	379	402	433	473	507	532	562	592

1 Y compris les travailleurs yougoslaves temporairement employés à l'étranger.

2 Chiffres de septembre.

Sources: Renseignements communiqués directement à l'OCDE et Arbeitsstatistik 1974, Bundesanstalt für Arbeit.

Tableau I Prix et salaires
Indices, 1969 = 100

	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975
Prix à la production des produits agricoles	98	95	91	100	115	145	180	225	260	291
Prix à la production des produits industriels	95	97	97	100	109	126	140	158	205	250
Matières premières	84	94	96	100	112	132	146	165	228	280
Biens d'équipement	97	99	99	100	105	118	126	138	155	187
Biens de consommation	95	96	96	100	107	121	136	154	188	227
Valeurs unitaires des exportations, en dollars	97	98	96	100	109	114	120	144	191	208
Valeurs unitaires des importations, en dollars	95	95	95	100	108	112	119	142	207	218
Coût de la vie										
Total	82	88	93	100	111	128	149	178	216	268
<i>dont:</i>										
Denrées alimentaires	87	90	93	100	112	131	156	190	220	273
Services	68	79	89	100	108	122	134	156	186	231
Salaires par personne employée dans le secteur socialisé	70	79	87	100	118	145	169	196	250	309

Source: Renseignements communiqués directement à l'OCDE.

Tableau J Bilan du système bancaire
Millions de dinars, en fin de période

	1969	1970	1971	1972	1973	1974		1975	
						Juin	Déc.	Juin	Déc.
ACTIF									
Court terme, total	56 484	65 704	71 565	95 491	120 340	127 011	149 512	159 519	195 168
Or et devises	4 535	3 332	6 032	15 600	26 944	21 846	27 047	22 529	21 318
Autres avoirs à l'étranger	4 010	3 474	4 568	6 435	6 761	6 356	7 457	7 322	14 834
Crédits à court terme aux entreprises	41 649	50 138	43 811	56 533	63 764	74 518	85 187	95 594	112 986
Avances à court terme aux administrations et autres organismes publics	202	749	2 743	2 717	2 029	1 122	1 384	2 627	5 544
Crédits à la consommation et autres avances à court terme au public	4 901	6 937	6 970	6 309	8 032	9 855	12 384	15 121	18 674
Autres avoirs à court terme	1 187	1 074	7 441	7 897	12 810	13 314	16 053	16 326	21 812
Long terme, total	103 710	128 972	168 972	201 302	240 903	258 562	290 002	310 873	340 239
Créances en devises	2 439	3 384	6 374	6 707	7 390	8 773	11 526	13 685	17 748
Crédits aux entreprises	64 831	78 990	104 920	121 093	142 030	149 882	165 186	181 299	203 910
Avances aux administrations et autres organismes publics ¹	12 683	15 575	17 396	28 162	37 382	43 182	46 482	48 335	54 131
Prêts à la construction de logements	17 163	21 617	25 869	30 480	35 215	38 145	43 345	43 402	48 706
Divers	6 594	9 406	14 413	14 860	18 886	18 580	23 463	24 152	15 744
Total	160 194	194 676	240 537	296 793	361 243	385 573	439 514	470 392	535 407
PASSIF ET FONDS PROPRES									
Court terme, total	70 448	85 548	108 980	140 405	183 282	200 300	229 041	245 490	302 013
Engagements en devises	8 919	11 674	21 610	23 078	26 959	30 613	38 784	38 574	47 562
Masse monétaire ²	30 828	37 029	42 546	60 541	82 774	92 173	104 378	110 290	137 761
Autres dépôts à court terme	28 573	33 750	41 181	48 613	61 155	62 002	72 376	79 555	89 893
Autres engagements à court terme	2 128	3 095	3 643	8 173	12 394	15 512	13 503	17 071	26 797
Long terme, total	70 145	87 816	108 859	129 804	177 961	185 273	210 473	224 902	233 394
Engagements en devises	3 743	5 949	12 977	20 778	29 473	30 179	39 226	45 249	53 287
Dépôts et effets à terme ³	20 450	26 509	29 559	30 464	32 750	34 714	38 551	42 476	47 683
Dépôts spéciaux d'investissement	45 952	55 358	66 323	78 562	85 610	90 482	98 869	102 214	106 286
Capital et réserves	19 601	21 312	22 698	26 584	30 128	29 898	33 827	34 963	26 138
Total	160 194	194 676	240 537	296 793	361 243	385 573	439 514	470 392	535 407

1 Y compris, pour un faible montant, des avances au public.

2 Dépôts à vue, monnaie en circulation et postes en cours de règlement.

3 A plus d'un an d'échéance.

Source: Sluzba Društvenog Knjigovodstva, *Statistički Bilten*.

Tableau K Importations et exportations par groupes de produits
Millions de dollars US

SITC	SECTIONS	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975
	IMPORTATIONS:										
0 et 1	Produits alimentaires, boissons et tabacs	237	182	128	147	207	296	308	508	666	420
	<i>dont</i> : Céréales et produits à base de céréales	109	36	18	26	18	100	73	57	213	17
2	Matières premières	212	199	198	264	314	312	336	486	1 004	739
	<i>dont</i> : Fibres textiles et déchets	107	105	97	135	110	118	137	193	419	255
3	Combustibles minéraux	82	85	98	104	138	193	176	358	951	943
5	Produits chimiques	150	167	188	221	267	297	349	450	811	834
6	Articles semi-manufacturés	370	402	427	544	826	917	844	1 081	1 806	1 747
	<i>dont</i> : Métaux communs	192	195	184	254	427	469	427	642	1 064	1 163
7 et 8	Articles manufacturés	514	642	738	846	1 102	1 187	1 170	1 598	2 239	2 899
	<i>dont</i> : Machines	349	396	464	516	629	768	785	981	1 382	1 987
	Matériel de transport	110	175	181	208	326	250	233	434	576	628
4 et 9	Autres produits	10	31	19	8	20	51	49	30	65	115
	TOTAL	1 575	1 707	1 796	2 134	2 874	3 253	3 232	4 511	7 542	7 697
	EXPORTATIONS:										
0 et 1	Produits alimentaires, boissons et tabacs	296	336	261	289	314	319	392	459	412	478
	<i>dont</i> : Animaux vivants et viande	164	175	142	159	159	176	247	251	148	222
	Céréales et produits à base de céréales	29	54	26	20	21	11	8	62	73	36
2	Matières premières	108	106	127	142	157	149	184	275	360	282
	<i>dont</i> : Bois	54	50	54	63	64	66	84	157	183	140
5	Produits chimiques	70	74	77	91	97	129	143	176	384	380
6	Articles semi-manufacturés	282	281	324	431	492	494	603	814	1 245	1 180
	<i>dont</i> : Métaux communs	128	122	155	208	256	246	308	526	881	754
7 et 8	Articles manufacturés	443	429	460	503	595	698	886	1 088	1 342	1 712
	<i>dont</i> : Machines	149	149	148	165	192	242	301	365	491	622
	Navires	89	59	82	101	142	136	162	178	248	304
3,4 et 9	Autres produits	21	27	15	18	24	26	29	41	62	40
	TOTAL	1 220	1 252	1 264	1 474	1 679	1 814	2 237	2 853	3 805	4 072

Source: Renseignements communiqués directement à l'OCDE.

Tableau L Importations et exportations par zones
Millions de dollars US

	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975
<i>Importations, caf</i>										
Pays de l'OCDE	886	1 075	1 147	1 379	1 981	2 140	2 113	2 820	4 562	4 677
CEE	500	754	796	963	1 334	1 435	1 423	1 905	3 016	3 162
Italie	168	228	269	317	378	396	400	531	889	869
Allemagne	155	286	320	389	567	617	604	856	1 356	1 437
États-Unis	200	124	90	93	160	198	198	185	357	417
Autres pays de l'OCDE	186	197	261	323	487	507	492	730	1 189	1 098
Pays à économie planifiée ¹	498	459	489	511	593	778	802	1 117	1 755	1 907
dont: URSS	147	164	188	168	193	281	283	408	752	807
Pays en voie de développement	191	173	160	245	300	336	316	574	1 225	1 112
en Afrique	52	49	48	72	78	85	100	146	292	159
en Amérique	58	54	44	51	81	78	93	189	275	185
en Extrême-Orient au Moyen-Orient	43 38	40 31	38 30	65 57	71 70	83 90	65 57	63 176	114 544	180 588
Total	1 575	1 707	1 796	2 134	2 874	3 253	3 232	4 511	7 542	7 697
<i>Exportations, fob</i>										
Pays de l'OCDE	593	646	656	822	942	960	1 272	1 588	1 773	1 452
CEE	390	422	418	563	655	645	809	1 018	1 044	930
Italie	174	225	177	226	255	226	308	465	432	372
Allemagne	114	96	122	162	198	210	264	319	364	316
États-Unis	75	80	89	93	90	109	150	233	316	265
Autres pays de l'OCDE	128	144	148	166	197	206	313	337	413	258
Pays à économie planifiée ¹	448	454	434	455	545	666	807	970	1 581	1 924
dont: URSS	194	219	207	206	242	267	329	407	668	1 012
Pays en voie de développement	180	153	173	198	192	188	158	295	451	696
en Europe	1	1	1	1	10	1	1	1	1	3
en Afrique	57	45	52	57	60	68	55	113	170	289
en Amérique	16	18	20	39	22	42	43	66	62	68
en Extrême-Orient au Moyen-Orient	75 31	52 37	65 35	63 37	65 35	41 36	20 39	55 60	90 128	161 175
Total	1 220	1 252	1 264	1 474	1 679	1 814	2 237	2 853	3 805	4 072

¹ Conseil d'Aide Economique Mutuelle (CAEM), R.P. de Chine, et Albanie.

Source: Renseignements communiqués directement à l'OCDE.

Tableau M Balance des paiements
Millions de dollars US

	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
Balance commerciale	-195	-351	-454	-532	-659	-1 195	-1 435	-992	-1 658	-3 737
Exportations, fob	1 094	1 225	1 253	1 265	1 475	1 678	1 817	2 241	2 853	3 805
Importations, caf	-1 289	-1 576	-1 707	-1 797	-2 134	-2 874	-3 252	-3 233	-4 511	-7 542
Services et transferts privés	235	301	367	426	594	847	1 079	1 412	2 144	2 520
Transports ¹	118	140	145	146	171	211	224	240	323 ³	368
Tourisme	63	82	95	136	168	144	141	219	589 ³	700
Revenus d'investissement	-60	-70	-74	-80	-90	-119	-139	-155	-181	-192
Transferts privés et envois de fonds des travailleurs	55	63	160	191	284	544	789	1 049	1 413	1 644
Autres services ^{1, 2}	59	86	41	33	61	66	64	59		
Transferts publics	30	11	12	11	2	1	-1	-1	-1	-1
Balance des opérations courantes	70	-39	-75	-95	-63	-348	-357	419	485	-1 218
Capitaux non monétaires										
(y compris les erreurs et omissions)	-85	84	141	49	138	279	132	-14	301	554
A long terme, net				178	216	190	579	557	596	528
Autres (y compris les erreurs et omissions)				-129	-78	89	-447	-571	-295	26
Allocations de DTS	—	—	—	—	—	25	22	24	—	—
Mouvements monétaires	15	-45	-66	46	-75	44	203	-429	-786	664
Soldes bilatéraux	-80	-28	-94	48	63	71	—	-113	—	—
Position nette en or et en devises	-2	-2	6	-33	-117	118	-73	-538	-508	337
Opérations de crédit de la Banque Nationale et des banques commerciales, position nette au FMI, DTS	97	-15	22	31	-21	-145	276	222	-278	327

1 Les assurances sur marchandises transportées sont comprises: dans les « autres services », en 1965 et 1966; dans les « transports », pour les années suivantes.

2 Les envois de fonds de travailleurs émigrés sont compris: dans les « autres services », en 1965 et 1966; dans les « transferts privés », pour les années suivantes.

3 La couverture ayant été modifiée, le chiffre de 1973 n'est pas entièrement comparable à celui des années antérieures.

Sources: *Annuaire de la balance des paiements*, FMI et renseignements communiqués directement à l'OCDE.

COMPARAISONS INTERNATIONALES

STATISTIQUES DE BASE :

COMPARAISONS INTERNATIONALES

			Australie	Autriche	Belgique	Canada	Dane- mark	Finlande	France	Alle- magne	Grèce	Islande	Irlande	Italie	Japon	Luxem- bourg	Pays- Bas	Nouvelle- Zélande	Norvège	Portugal	Espagne	Suède	Suisse	Turquie	Royau- me-Uni	États- Unis	Yogo- slavie ¹	
POPULATION	Mi-1973	Milliers	13 132	7 521	9 742	22 125	5 027	4 643 ²	52 177	61 967	8 972	212	3 051	54 888 ³	108 350 ⁴	350	13 438	2 932	3 961	8 564	34 730	8 138	6 431	37 930	56 026	210 404	20 960	
	Accroissement moyen annuel net 1963 à 1973	%	1.87	0.48	0.48	1.55	0.71	0.26	0.88	0.77	0.57	1.37	0.68	0.70	1.22	0.77	1.17	1.46	0.77	-0.46	1.06	0.68	1.09	2.49	0.43	1.07	0.95	
EMPLOI	Emploi civil total 1973	Milliers	5 640	3 039	3 818	8 759	2 385	2 153	20 953	26 202	(3 320)	(88)	1 042	18 310	52 330	154	4 564	1 137	1 654	(3 109)	12 844	3 879	3 097	13 810	24 553	84 409	8 009 ^{5 10}	
	Agriculture		7.2	16.1	3.9	6.5	9.5	17.1	12.2	7.5	(34.1)	(15.9)	25.1	17.4	13.4	9.0	6.8	12.1	11.4	(28.8)	26.5	7.1	(7.3)	63.4	3.0	4.1	49.5	
	Industrie ⁶	En % du total	35.5	40.1	43.3	31.3	33.8	35.7	39.3	49.5	(25.7)	(37.5)	30.7	44.0	37.2	48.6	36.2	34.7	33.9	(33.8)	38.0	36.8	(46.2)	15.1	42.3	31.7	50.5	
	Autres activités		57.3	43.8	52.8	62.2	56.7	47.1	48.5	43.0	(40.2)	(46.6)	44.2	38.6	49.4	42.4	57.1	53.2	54.7	(37.4)	35.5	56.1	(46.5)	21.5	54.7	64.2	50.5	
PRODUCTION	PIB ⁷ par habitant 1973	Dollars ⁸	4 900	3 550	4 650	5 410	5 460	3 720	4 900	5 610	1 790	4 870	2 130 ¹³	2 510	3 760	5 200	4 410 ¹³	4 080 ¹⁷	4 780	1 250	1 750	6 140	6 190	540	3 100	6 170	792 ¹²	
	PIB par secteur : Agriculture 1973		7.1 ^{9 10 11}	5.8	3.9	5.2 ¹¹	8.2 ¹¹	12.0	6.3	2.9	20.4 ¹¹	18.0 ^{11 13}	18.0 ^{11 13}	8.8	5.9	4.4 ^{11 12}	5.3 ^{11 13}	18.8 ¹²	5.6	16.3 ¹¹	12.7 ¹¹	3.8	..	26.1	3.0 ¹¹	4.4	16.6 ^{11 13}	
	Industrie	En % du total	41.4 ^{9 10 11}	50.1	40.1	36.2 ¹¹	39.9 ¹¹	44.2	52.1	32.4 ¹¹	..	..	33.8 ^{11 13}	41.2	48.3	57.5 ^{11 12}	44.9 ^{11 13}	28.0 ¹²	33.4	43.2 ¹¹	35.5 ¹¹	36.6	..	28.8	42.4 ¹¹	33.9	46.6 ^{11 13}
	Autres secteurs		51.5 ^{9 10 11}	44.1	56.1	58.6 ¹¹	51.9 ¹¹	43.8	93.7	45.0	47.2 ¹¹	..	48.2 ^{11 13}	50.0	45.9	38.1 ^{11 12}	49.8 ^{11 13}	53.2 ¹²	61.0	40.6 ¹¹	51.8 ¹¹	59.6	..	45.1	54.6 ¹¹	61.7	36.8 ^{11 13}	
Croissance annuelle du PIB ^{7 14} en volume	1973	%	5.6	5.5	5.4	6.8	3.9	6.0	6.0	5.3	9.4	6.2	7.2	6.4	11.0	7.5	4.2	4.8 ¹⁷	3.7	7.6	7.4	3.3	3.5	4.6	5.3	5.9		
	1968 à 1973		-5.1	6.4	5.5	5.2	4.7	6.8	6.0	5.1	8.9	6.3	4.6	4.3	9.5	5.2	5.3	3.1 ¹⁷	4.5	6.4	7.0	3.2	4.6	6.2	2.8	3.6		
INDICATEURS DU NIVEAU DE VIE																												
Consommation privée par habitant 1973	Dollars	2 850	1 870	2 810	3 080	3 050	1 910	2 913	3 000	1 200	2 990	1 370	1 620	1 910	2 780	2 430	2 410 ¹⁷	2 530	900	1 170	3 240	3 640	320	1 960	3 840	425 ¹³		
	Dépenses d'enseignement publiques 1970	En % du PNB	4.3	4.7	5.4 ¹⁵	8.6	7.0	6.3	4.7	4.0	2.2	4.3	4.8 ¹⁵	4.3	4.1	4.4	7.3 ¹⁵	4.4 ¹⁵	5.9	2.0	2.4	7.8	4.2	2.9	5.5 ¹⁵	5.4 ¹⁵	4.3 ¹⁶	
	Voitures de tourisme, pour 1 000 habitants 1971		314	177	212	321	231	163	260	239	30	222	140	209	100	296	211	324	206	72	81	290	233	4 ¹²	219	443	42	
	Postes de télévision, pour 1 000 habitants 1972		227	226	236	349 ¹⁰	282	256	237	293	31 ¹⁰	220	173	202	225	220 ¹⁰	243 ¹⁰	250	241	63	145	333	239	4	305	474	113	
	Postes de téléphone, pour 1 000 habitants 1972	Nombre	340	226	240	499	377	295	199	268	160	370	114	206	315	361	299	458	320	99	164	576	535	19	314	628	44	
	Médecins, pour 1 000 habitants 1971		1.25	1.87	1.60	1.50	1.41 ¹³	1.11	1.38	1.71 ¹³	1.67	1.44	1.09 ¹³	1.83	1.15	1.07	1.31	1.16	1.45	0.98	1.39	1.36 ¹³	1.67	0.45	1.29	1.57 ¹³	1.06	
INVESTISSEMENT FIXE BRUT ¹⁴ Total Moyenne 1968-72	En % du PIB ⁷	25.8 ⁹	29.0	20.8	21.4 ¹⁸	23.6	24.1	26.3	25.9	25.7 ¹⁸	28.7	24.2	19.8	38.7	23.6	25.3	..	..	19.0	24.2	23.1	27.8 ²⁰	16.9 ²¹	19.6	17.0 ²²	..	
	Équipement et outillage		10.9	12.5	8.8	7.9	12.1	8.9	12.0	12.4	8.2	8.6	12.2	8.4	32.1 ²³	..	10.5	..	..	8.8	12.8	8.6	9.5	5.8	9.5	7.0 ²³	..
	Construction de logements		5.2	16.5 ²⁴	4.7	4.4	4.6	5.8	6.5	5.2	8.0	5.3	4.3	5.9	6.6	..	5.7	..	..	2.7	3.7	5.0	7.1	3.3	3.5	3.5	..
	Autres constructions		9.7	.. ²⁴	7.3	9.1	6.9	9.4	7.8	8.3 ²⁵	9.5	14.8	7.7	5.5	.. ²³	..	9.1	..	..	7.5	7.7	9.5	11.2	7.8	6.6	6.5	..
SALAIRES/PRIX	Gains horaires ²⁶ Accroissement annuel 1967 à 1972	%	7.6 ^{27 28}	9.3 ²⁹	10.2	8.2 ²⁷	12.4 ³⁰	11.8	11.3 ³¹	9.3 ²⁷	8.3 ²⁷	18.3 ³²	13.5 ²⁷	11.2 ³³	15.6 ³⁴	..	10.4 ³⁵	10.3 ²⁷	10.0 ³⁰	10.2 ³⁶	12.6 ³⁷	9.9 ³⁸	6.5 ³⁹	12.8 ³⁷	9.6 ⁴⁰	6.0 ⁴¹	16.1 ^{36 37}	
	Prix à la consommation		4.2	4.3	4.0	3.9	6.2	5.5	5.6	3.8	2.6	13.3	7.6	3.9	5.8	3.9	6.2	6.5	6.1	8.6	5.8	5.0	4.3	10.5	6.6	4.6	11.3	
	Indice des prix dérivé du PIB ⁷		5.8	4.4	4.6	4.0	6.4	6.5	5.5	5.2	2.9	17.2	9.3	5.0	4.8	5.9	6.6	6.9 ¹⁷	..	4.3	6.0	5.2	6.0	10.5	6.6	4.4	..	
COMMERCE EXTÉRIEUR	Importations ⁴² 1972	Millions de dollars ⁸	6 180	6 290	14 570	23 130	6 080	3 680	32 070	51 150	2 530	300	2 240	23 600	24 910	1 050	20 100	1 980	5 810	2 630	7 250	9 590	9 710	1 400 ¹⁰	33 620	74 830	3 820	
	En % du PIB ⁷		13.2	30.9	40.9	21.8	28.6	27.4	16.4	19.9	20.7	39.5	40.6	20.1	8.5	77.8	43.4	23.1	38.3	32.2	16.2	23.2	32.6	10.9	21.8	6.3	23.2	
	Exportations ⁴²	Millions de dollars ⁸	7 500	6 220	15 430	23 750	6 240	3 700	33 760	55 730	1 470	290	1 930	24 040	31 800	1 100	21 320	2 320	6 060	2 220	7 190	10 110	9 720	900 ¹⁰	33 350	62 690	3 480	
	En % du PIB ⁷		16.0	30.5	43.4	22.4	29.4	27.5	17.2	21.6	12.0	38.2	35.0	20.4	10.8	81.5	46.1	27.1	39.9	27.1	16.1	24.4	32.7	7.0	21.6	5.3	21.2	
BALANCE DES PAIEMENTS Balance des opérations courantes. Moyenne 1968-72	En % du PNB	-2.1 ⁹	-0.4	2.5 ⁴⁴	0.0	-2.1	-1.2	-0.2	0.8	-3.6	-4.2	-3.3	2.1	1.7	..	0.3	1.4	-1.0	3.3	0.5	-0.1	1.3	-0.5	0.8	-0.2	..		
	Réserves officielles ⁴³ , fin 1973 : en pourcentage des importations de marchandises en 1973	%	88.3	42.4	23.3 ⁴⁴	24.7	17.2	14.8	22.8	60.8	30.1	28.1	36.7	23.1	32.0	..	26.9	119.8	25.3	99.1	70.3	23.9	69.5	102.8	16.7	20.8	32.9	
Variation Nov. 1974 - Nov. 1975	Millions de DTS	-182	906	445 ⁴⁴	-179	61	-155	2 986	-487	46	-1	121	-847	-317	..	96	202	169	-661 ⁴⁵	4 ⁴⁵	1 128	806	-619	-1 752	751	-220		

- 1 Source nationale.
- 2 Ce chiffre ne comprend pas le mouvement total net de population entre la Finlande et les autres pays nordiques.
- 3 Population résidente totale.
- 4 A partir de 1972, y compris la préfecture d'Okinawa.
- 5 Secteur privé et socialisé.
- 6 Suivant la définition retenue dans les Statistiques de main-d'œuvre de l'OCDE : industrie extractive, industrie manufacturière, construction et services publics (électricité, gaz et eau).
- 7 PIB aux prix courants.
- 8 Aux prix et aux taux de change courants.
- 9 Année fiscale commençant le 1^{er} juillet.
- 10 1971.
- 11 PIB au coût des facteurs.
- 12 1970.
- 13 1972.
- 14 Aux prix de 1970.
- 15 1969.
- 16 1968.
- 17 Année fiscale commençant le 1^{er} avril.
- 18 Non compris les coûts afférents au transfert de biens fonciers et d'avoirs existants.
- 19 Non compris les bateaux opérant outre-mer.
- 20 1965-1969.
- 21 1967-1971.
- 22 Les dépenses en équipement et outillage de l'État et des entreprises publiques sont incluses dans les dépenses courantes de l'État.
- 23 Les « autres constructions » sont incluses dans « équipement et outillage ». Le matériel lourd et les navires en cours de construction, destinés au marché intérieur, sont inclus dans la formation de capitaux fixes.
- 24 Les « autres constructions » sont incluses dans la « construction de logements ».
- 25 Y compris les coûts afférents au transfert de bien fonciers.
- 26 Dans l'industrie.
- 27 Industrie manufacturière.
- 28 Hommes.
- 29 Gains mensuels, ouvriers.
- 30 Industrie extractive et industrie manufacturière, hommes.
- 31 Taux horaires dans l'industrie manufacturière.
- 32 Taux de salaires horaires, ouvriers non qualifiés.
- 33 Taux horaires dans l'industrie manufacturière, allocations familiales non comprises.
- 34 Gains mensuels dans l'industrie manufacturière. Paiements effectifs primes comprises, travailleurs réguliers.
- 35 Taux horaires dans l'industrie, hommes.
- 36 Gains mensuels.
- 37 Industrie manufacturière, y compris les employés.
- 38 Industrie extractive et industrie manufacturière.
- 39 Taux horaires.
- 40 Taux horaires dans l'industrie manufacturière, hommes.
- 41 Industrie manufacturière, gains bruts par ouvrier.
- 42 Biens et services, non compris les revenus de facteurs.
- 43 Y compris la position de réserve au FMI et les droits de tirage spéciaux.
- 44 Y compris le Luxembourg.
- 45 Octobre 1974 - Octobre 1975.

Note Les chiffres entre parenthèses représentent des estimations du Secréariat de l'OCDE.

Source : Pour tous les sujets et tous les pays, à l'exception de la Yougoslavie (pour les sources nationales spéciales voir ci-dessus) : OCDE : Statistiques de la population active, Principaux indicateurs économiques, Comptes nationaux, Balance des paiements, l'« Observateur », Statistiques du commerce extérieur (série A); Office statistique des Communautés européennes, Statistiques de base de la Communauté; FMI, Statistiques financières internationales; NU, Annuaire statistique.

[8] 30 1 78

OECD SALES AGENTS DEPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE L'OCDE

ARGENTINA - ARGENTINE

Carlos Hirsch S.R.L.,
Florida 165, BUENOS-AIRES.
☎ 33-1787-2391 Y 30-7122

AUSTRALIA - AUSTRALIE

International B.C.N. (Library Suppliers Pty Ltd.,
161 Sturt St., South MELBOURNE, Vic. 3205.
☎ 69.7601
65E Pittwater Road, BROOKVALE NSW 2100.
☎ 938 2267

AUSTRIA - AUTRICHE

Gerold and Co., Graben 31, WIEN 1.
☎ 52.22.35

BELGIUM - BELGIQUE

Librairie des Sciences
Coudenberg 76-78, B 1000 BRUXELLES 1.
☎ 512-05-60

BRAZIL - BRÉSIL

Mezre Jou S.A., Rua Guaipá 518,
Caixa Postal 24090, 05089 SAO PAULO 10.
☎ 256-2746/262-1609

Rua Senador Dantas 19 s/205-6, RIO DE
JANEIRO GB. ☎ 232-07. 32

CANADA

Information Canada
171 Slater, OTTAWA. KIA 0S9.
☎ (613) 992-9738

DENMARK - DANEMARK

Munksgaards Boghandel
Nørregade 6, 1165 KØBENHAVN K.
☎ (01) 12 69 70

FINLAND - FINLANDE

Akateeminen Kirjakauppa
Keskuskatu 1, 00100 HELSINKI 10. ☎ 625.901

FRANCE

Bureau des Publications de l'OCDE
2 rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16.
☎ 524.81.67

Principaux correspondants :

13602 AIX-EN-PROVENCE : Librairie de
l'Université. ☎ 26.18.08

38000 GRENOBLE : B. Arthaud. ☎ 87.25.11

31000 TOULOUSE : Privat. ☎ 21.09.26

GERMANY - ALLEMAGNE

Verlag Weltarchiv G.m.b.H.
D 2000 HAMBURG 36, Neuer Jungfernstieg 21
☎ 040-35; 2-500

GREECE - GRECE

Librairie Kaufmann, 28 rue du Stade,
ATHENES 132. ☎ 322.21.60

HONG-KONG

Government Information Services,
Sales of Publications Office,
1A Garden Road,
☎ H-252281-4

ICELAND - ISLANDE

Snaebjörn Jónsson and Co., h.f.,
Hafnarstræti 4 and 9, P.O.B. 1131,
REYKJAVIK. ☎ 13133/14281/11936

INDIA - INDE

Oxford Book and Stationery Co.,
NEW DELHI, Scindia House. ☎ 47388
CALCUTTA, 17 Park Street. ☎ 24083

IRELAND - IRLANDE

Eason and Son, 40 Lower O'Connell Street,
P.O.B. 42, DUBLIN 1. ☎ 74 39 35

ISRAEL

Emanuel Brown :
35 Allenby Road, TEL AVIV. ☎ 51049/54082

also at :

9, Shlomzion Hamalka Street, JERUSALEM.
☎ 234807

48 Nahlat Beniamin Street, TEL AVIV.
☎ 53276

ITALY - ITALIE

Libreria Commissionaria Sansoni :
Via Lamarmora 45, 50121 FIRENZE. ☎ 579751
Via Bartolini 29, 20155 MILANO. ☎ 365083

Sous-dépôtaires :

Editrice e Libreria Herder,
Piazza Montecitorio 120, 00186 ROMA.
☎ 674628

Libreria Hoepli, Via Hoepli 5, 20121 MILANO.
☎ 365446

Libreria Lattes, Via Garibaldi 3, 10122 TORINO.
☎ 519274

La diffusione delle edizioni OCDE è inoltre assicu-
rata dalle migliori librerie nelle città più importanti.

JAPAN - JAPON

OECD Publications Centre,
Akasaka Park Building,
2-3-4 Akasaka,
Minato-ku,
TOKYO 107. ☎ 586-2016
Maruzen Company Ltd.,
6 Tori-Nichome Nishinbashi, TOKYO 103,
P.O.B. 5050, Tokyo International 100-31.
☎ 272-7211

LEBANON - LIBAN

Documenta Scientifica/Redico
Edison Building, Bliss Street,
P.O.Box 5641, BEIRUT. ☎ 354429 - 344425

THE NETHERLANDS - PAYS-BAS

W.P. Van Stockum
Buitenhof 36, DEN HAAG. ☎ 070-65.68.06

NEW ZEALAND - NOUVELLE-ZÉLANDE

The Publications Manager
Government Printing Office
Muirgrave Street (Private Bag)
WELLINGTON. ☎ 737-320

and Government Bookshops at

AUCKLAND (P.O.B. 5344). ☎ 32.919

CHRISTCHURCH (P.O.B. 1721). ☎ 50.331

HAMILTON (P.O.B. 857). ☎ 80.103

DUNEDIN (P.O.B. 1104). ☎ 78.294

NORWAY - NORVEGE

Johan Grundt Tanums Bokhandel,
Karl Johansgate 41/43, OSLO 1. ☎ 02-332980

PAKISTAN

Mirza Book Agency, 65 Shahrah Quaid-E-Azam,
LAHORE 3. ☎ 66839

PHILIPPINES

R.M. Garcia Publishing House,
903 Quezon Blvd. Ext., QUEZON CITY,
P.O. Box 1840 - MANILA. ☎ 99.98.47

PORTUGAL

Livraria Portugal,
Rua do Carmo 70-74, LISBOA 2. ☎ 360582/3.

SPAIN - ESPAGNE

Libreria Mundi Prensa
Castello 37, MADRID-1. ☎ 275.46.55

Libreria Bastinos
Velayo, 52, BARCELONA 1. ☎ 222.06.00

SWEDEN - SUEDE

Fritzes Kungl. Hovbokhandel,
Fredsgatan 2, 11152 STOCKHOLM 16.
☎ 08/23 89 00

SWITZERLAND - SUISSE

Librairie Payot, 6 rue Grenas, 1211 GENEVE 11.
☎ 022-31.89.50

TAIWAN

Books and Scientific Supplies Services, Ltd.
P.O.B. 83, TAIPEI.

TURKEY - TURQUIE

Librairie Hachette,
469 İstiklal Caddesi,
Beyoğlu, İSTANBUL. ☎ 44.94.70

et 14 E Ziya Gökalp Caddesi
ANKARA. ☎ 12.10.80

UNITED KINGDOM - ROYAUME-UNI

H.M. Stationery Office, P.O.B. 369, LONDON
SE1 9 NH, ☎ 01-920-6977, Ext. 410

or

49 High Holborn

LONDON WC1V 6HB (personal callers)

Branches at: EDINBURGH; BIRMINGHAM;

BRISTOL; MANCHESTER; CARDIFF;

BELFAST.

UNITED STATES OF AMERICA

OECD Publications Center, Suite 1207,
1750 Pennsylvania Ave. N.W.,
WASHINGTON, D.C. 20006. ☎ (202)298-8755

VENEZUELA

Libreria del Esje, Avda. F. Miranda 52,
Edificio Galipan, Aptdo. 60 337, CARACAS 106.
☎ 32 23 01/33 28 04/33 24 73

YUGOSLAVIA - YUGOSLAVIE

Jugoslovenska Knjiga, Terazije 27, P.O.B. 36,
BEOGRAD. ☎ 621-992

2/76

Les commandes provenant de pays où l'OCDE n'a pas encore désigné de dépositaire
peuvent être adressées à :

OCDE, Bureau des Publications, 2 rue André-Pascal, 75775 Paris CEDEX 16

Orders and inquiries from countries where sales agents have not yet been appointed may be sent to

OECD, Publications Office, 2 rue André-Pascal, 75775 Paris CEDEX 16

PUBLICATIONS DE L'OCDE

**2, rue André-Pascal
75775 PARIS CEDEX 16**

N° 37.316



IMPRIMÉ EN BELGIQUE

OCDE

Département des Affaires Économiques et Statistiques

ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT

ÉTUDES ÉCONOMIQUES ANNUELLES
*Études détaillées du développement économique
dans chaque pays de l'OCDE*

Par pays F 10,00 £ 1.10 \$ 2.50

Abonnement pour la série F 180,00 £ 20.00 \$ 45.00

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

*En juillet et décembre les PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES
DE L'OCDE donnent un aperçu général de l'évolution économique
récente dans la zone OCDE et évaluent les perspectives
au moyen d'un ensemble de prévisions quantitatives.
En supplément, cette publication contient fréquemment
des études spéciales destinées à faciliter
l'interprétation des tendances économiques.*